

<p style="text-align: center;"><b><u>CONVENTION CADRE POUR L'ACCÈS ET LE DEPLOIEMENT</u></b> <b><u>DES INFRASTRUCTURES XPFIBRE 92</u></b></p>
---

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**XPFIBRE 92,**

Société par actions simplifiée à capital variable, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 825 128 176, dont le siège social est situé Immeuble Crisco Uno 3-5-7 Avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres, représentée par Monsieur Lionel Recorbet en qualité de Président,

Ci-après dénommée « **XPFIBRE 92** » ou l'« **Opérateur d'Immeuble** »

D'une part,

Et

**XXXXX**

Société par actions simplifiée au capital de XXXXXXXX d'euros, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXXX, et dont le siège social est situé au XXXXXXXXXXXXX.

Représentée par son président, XXXXXXXXXXXX, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **l'Opérateur Commercial** »,

D'autre part, Ci-après dénommées la ou les « **Partie(s)** »

## Table des matières

ARTICLE 1	DEFINITIONS .....	4
ARTICLE 2	OBJET DU CONTRAT .....	8
ARTICLE 3	PERIMETRE .....	8
ARTICLE 4	MODALITES DE PARTICIPATION AU DEPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES .....	8
Article 4-1	Consultation .....	9
Article 4-2	Consultation par lot en Zone arrière de PME .....	11
Article 4-3	Offre de cofinancement au Point de Mutualisation .....	13
Article 4-4	Cofinancement a posteriori .....	13
Article 4-5	Offre accès à la Ligne FTTH .....	14
Article 4-6	Offre d'accès unitaire au PM .....	14
ARTICLE 5	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	14
ARTICLE 6	DUREE DE LA CONVENTION CADRE .....	15
ARTICLE 7	CONVENTION DE DEPLOIEMENT .....	15
ARTICLE 8	IRU CONCEDES SUR LES LIGNES .....	15
Article 8-1	IRU concédés sur les Lignes .....	15
Article 8-2	Portée des IRU concédés .....	16
Article 8-3	Durée des IRU concédés .....	17
ARTICLE 9	CONVENTIONS IMMEUBLE .....	17
ARTICLE 10	MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS .....	18
Article 10-1	Commande des Points de Mutualisation .....	18
Article 10-2	Notification de Raccordement du Point de Mutualisation .....	18
Article 10-3	Commande de Raccordement Client Final .....	19
ARTICLE 11	MODALITES DE DEPLOIEMENT .....	19
ARTICLE 12	LIVRAISON DES PRESTATIONS .....	21
Article 12-1	Pour un Point de Mutualisation INTERIEUR .....	21
Article 12-2	Pour un Point de Mutualisation EXTERIEUR .....	22
ARTICLE 13	MAINTENANCE ET INTERVENTION .....	24
Article 13.1	Maintenance courante .....	24
Article 13.2	Maintenance extraordinaire .....	25
Article 13.3	Maintenance programmée .....	26
Article 13-4	Cas de maintenance d'une Fibre Optique Dédiée livrée sur fibre nue .....	27
ARTICLE 14	DISPOSITIONS FINANCIERES .....	27
Article 14-1	Tarifs et révision des tarifs .....	27
Article 14-2	Modalités de financement de l'Infrastructure .....	27
Article 14-3	Modalités de facturation .....	28
Article 14-4	Modalités de paiement .....	29
Article 14-5	Modalités de contestation des factures .....	29
Article 14-6	Compensation conventionnelle .....	29
Article 14-7	Retard de paiement .....	30
Article 14-8	Impôts, taxes et redevances .....	30
Article 14-9	Garanties financières .....	31
ARTICLE 15	RESILIATION DU CONTRAT .....	31
Article 15-1	Résiliation pour faute .....	31
Article 15-2	Autres cas de résiliation .....	32
Article 15-3	Dénonciation d'un IRU .....	32
Article 15-4	Effet de la résiliation ou de la dénonciation .....	32
ARTICLE 16	MODIFICATION REGLEMENTAIRE OU LEGISLATIVE .....	32
ARTICLE 17	CONFIDENTIALITE .....	33
ARTICLE 18	INTUITU PERSONAE .....	33
ARTICLE 19	SOUS – TRAITANCE .....	33
ARTICLE 20	DROIT DE PROPRIETE .....	34
ARTICLE 21	RESPONSABILITE DES PARTIES .....	34
Article 21-1	Responsabilité de l'Opérateur Commercial .....	34
Article 21-2	Responsabilité de XPFIBRE 92 .....	34
ARTICLE 22	ASSURANCES .....	35
ARTICLE 23	FORCE MAJEURE .....	36
ARTICLE 24	LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE .....	36
Article 24-1	Loi applicable .....	36
Article 24-2	Attribution de compétence .....	36
ARTICLE 25	CESSION DU CONTRAT .....	37
ARTICLE 26	DIVERS .....	37
Article 26-1	Modification du Contrat .....	37
Article 26-2	Atteinte à l'image .....	37
Article 26-3	Election de domicile .....	37
Article 26-4	Autonomie des stipulations .....	38
Article 26-5	Titres .....	38
Article 26-6	Renonciation .....	38
Article 26-7	Indépendance des Parties .....	38
Article 26-8	Notification .....	38

Article 26-9 Langue .....	38
ARTICLE 27 Liste des annexes .....	38

## **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

XPFIBRE 92 est un opérateur de communications électroniques, établi conformément à l'article L 33-1 du Code des Postes et des Communications Électroniques.

XPFIBRE 92 est propriétaire d'un réseau de communications électroniques Très Haut Débit en fibre optique sur le département des Hauts-de-Seine (92), allant de points de concentration (NRO ou Nœuds de Raccordement Optiques) jusqu'à la prise installée chez l'abonné final, qu'il soit résidentiel ou professionnel (PTO ou Point de Terminaison Optique). A ce titre, XPFIBRE 92 se positionne donc comme Opérateur d'Immeuble sur le département des Hauts-de-Seine, et s'est déclaré comme tel auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après l'« **ARCEP** »).

L'ARCEP a adopté la décision n° 2009-1106 en date du 22 décembre 2009, homologuée par arrêté ministériel du 15 janvier 2010, et publiée au Journal Officiel le 17 janvier 2010, précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique et les cas dans lesquels le point de mutualisation peut se situer dans les limites de la propriété privée. Les opérateurs d'immeuble doivent notamment publier une offre d'accès aux lignes permettant de répondre aux demandes d'accès des opérateurs tiers.

L'ARCEP a aussi publié des recommandations le 14 juin 2011 et le 21 janvier 2014, précisant les « Modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique pour certains immeubles des zones très denses, notamment ceux de moins de 12 logements » ainsi que la décision n° 2015-0776 du 2 juillet 2015 sur les processus techniques et opérationnels de la mutualisation des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

La présente convention de déploiement et d'accès aux Infrastructures de XPFIBRE 92 (ci-après la « **Convention Cadre** » ou le « **Contrat** ») basée sur l'offre de référence publiée par XPFIBRE 92 (ci-après l'« **Offre de Référence** ») s'inscrit donc dans ce cadre.

## **CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**

## ARTICLE 1 DEFINITIONS

---

Les Parties conviennent qu'aux fins du présent Contrat, les mots et expressions suivants dont la première lettre figure en majuscule auront la signification suivante :

« **Avis de Mise à Disposition de Point de Mutualisation, de Câblage FTTH ou de Raccordement Client Final** » : désigne le document ou message informatique transmis par XPFIBRE 92 à l'Opérateur Commercial au jour de la mise à disposition effective du Point de Mutualisation, du Câblage FTTH ou du Raccordement Client Final. Pour un Point de Mutualisation, la date de l'Avis de Mise à Disposition est dans le CR MAD, le champ « DateMADprestationPm », Pour le Câblage FTTH dans le CR MAD Sites le champ « DateMADprestationPBs » et pour le raccordement Client Final dans le « CR MAD Ligne le champ », « DateRaccordementPrise ».

« **Câblage FTTH** » : désigne l'ensemble des fibres optiques implantées entre le Point de Mutualisation et les Points de Branchement Optiques par XPFIBRE 92 conformément aux stipulations de la Convention de Déploiement s'y rapportant.

« **Client Final** » : désigne le résident personne physique ou morale d'un Immeuble ou d'un pavillon ayant souscrit à une offre de services FTTH auprès d'un Opérateur Commercial.

« **Cofinanceur** » : désigne tout opérateur ayant signé une Convention de Déploiement avec XPFIBRE 92 et qui participe à ce titre au financement *ab initio* ou *a posteriori* des Infrastructures.

« **Commande** » : désigne le document contractuel échangé entre les Parties pour la commande par l'Opérateur Commercial d'une prestation fournie au titre des présentes et passée conformément aux stipulations de l'article « Modalités de commande ».

« **Consultation** » : désigne l'appel à cofinancement publié ou transmis par XPFIBRE 92 aux opérateurs désignés par l'ARCEP dans sa décision n° 2009-0169 relative à la liste des opérateurs destinataires des informations concernant l'installation de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique dans les immeubles et régulièrement mise à jour par l'ARCEP.

« **Convention Immeuble** » : désigne la convention d'installation et/ou de gestion, d'entretien, de remplacement ou de gestion des lignes signée par XPFIBRE 92 en tant qu'Opérateur d'Immeuble avec le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires, en application de l'article L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques.

« **Convention de Déploiement** » : désigne la convention spécifique à une commune (la Convention de Déploiement à la Commune) ou à un ou des Point(s) de Mutualisation spécifique(s) (la Convention de Déploiement au Point de Mutualisation unitaire) signée entre XPFIBRE 92 et un Cofinanceur.

« **CPCE** » : désigne le code des postes et des communications électroniques.

« **Dispositif de Brassage des Lignes** » : désigne l'équipement passif permettant la mise en correspondance par connecteurs entre les fibres situées en aval (vers l'utilisateur final) et les fibres situées en amont (vers les réseaux d'un ou plusieurs opérateurs).

« **Dossier Immeuble** » : ensemble des informations communiquées par XPFIBRE 92 à l'Opérateur Commercial concernant les conditions d'intervention dans un Immeuble. Il y a un Dossier Immeuble par Point de Mutualisation, PME ou PMI.

« **Emplacement** » : partie du Point de Mutualisation réservée à l'Opérateur Commercial afin d'y héberger ses équipements passifs ainsi qu'éventuellement le câble en provenance de son réseau FTTH.

« **Engagement d'Investissement** » : désigne le(s) montant(s) que l'Opérateur Commercial s'est engagé à payer à XPFIBRE 92 en tant que Cofinanceur dans le cadre de la (des) Conventions de Déploiement des Câblages FTTH.

« **Fibre Optique Dédiée** » : désigne le chemin continu en fibre optique d'une Ligne, mis à disposition d'un Opérateur Commercial de façon permanente, que celui-ci fournisse ou non un service à l'utilisateur final concerné.

« **Fibre Optique Partagée** » : désigne le chemin continu en fibre optique d'une Ligne, mis à disposition d'un Opérateur Commercial de façon temporaire, pour ce qui est nécessaire à la fourniture effective de services de communications électroniques à l'utilisateur final concerné.

« **Fichier** » ou « **Fichier IPE** » : désigne le fichier, contenant la liste des Immeubles bénéficiant d'une Convention Immeuble et des pavillons sans conventionnement, et pour chacun d'entre eux, l'adresse postale de l'Immeuble concerné, l'identité et l'adresse du propriétaire ou du syndic de copropriété représentant le syndicat des copropriétaires, le nombre estimé de Logements et de locaux desservis, conformément aux spécifications du groupe Interop'Fibre.

« **Garantie(s)** » : désigne une garantie bancaire à première demande ou un dépôt de garantie demandé par XPFIBRE 92 à l'Opérateur Commercial, conformément aux dispositions de la présente Convention Cadre.

« **Guichet Unique de Traitement des Commandes** » : désigne le point de contact chez XPFIBRE 92 et chez l'Opérateur Commercial en charge respectivement du traitement des Ccommandes et de l'émission des commandes.

« **Guichet Unique SAV** » : désigne le point de contact chez XPFIBRE 92 et chez l'Opérateur Commercial en charge de la gestion des opérations de maintenance, qu'elles soient curatives ou préventives et qu'elles soient au moment du déploiement ou de l'exploitation du réseau.

« **Immeuble FTTH** » : bâtiment ou ensemble de bâtiments à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage mixte et pour lequel l'Opérateur d'immeuble a signé une Convention d'Immeuble avec le Gestionnaire d'Immeuble permettant l'installation de la partie terminale de l'Infrastructure de réseau FTTH.

« **Incident(s)** » : désigne toute interruption totale ou altération de la continuité optique (au sens des « STAS ») de la PTO au Point de Mutualisation signalée auprès du Guichet Unique SAV et prélocalisée au sein de l'Infrastructure par l'Opérateur Commercial. L'interruption totale est qualifiée d'Incident Majeur et l'altération de la continuité est qualifiée d'Incident Mineur.

« **Informations Confidentielles** » : désigne l'existence et le contenu du Contrat et plus généralement toutes informations liées au Contrat, de quelque nature que ce soit, quels que soient leurs supports et modes de communication ou le moment de leur remise, qu'elles soient transmises directement par l'une des Parties ou l'un de ses partenaires dans le cadre du Contrat, relatives à l'une des Parties, à son savoir-faire technique et commercial, ses méthodologies, sa documentation, ses installations, la technologie qu'elle utilise, ses ressources, ses clients, sous-traitants et fournisseurs, et plus particulièrement toutes les informations communiquées par l'une des Parties ainsi que les informations figurant sur un support revêtu de la mention « Confidentiel » ou toute autre mention ayant pour effet de conférer un caractère confidentiel au document concerné. Par principe, même non marquées du sceau « confidentiel », les informations de toute nature, quel qu'en soit le support, dans le cadre de la présente Convention Cadre, des Conventions de Déploiement et des Commandes, doivent être considérées comme confidentielles, sauf exceptions listées ci-dessous :

Ne sont pas considérées comme des Informations Confidentielles au titre du Contrat les informations entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou postérieurement à celle-ci, sans qu'une obligation du Contrat n'ait été violée, (ii) publiées, sans qu'une telle publication ne constitue une violation du Contrat, (iii) dont la divulgation résulte de l'application d'une disposition légale impérative, ou d'une décision impérative émanant d'une juridiction compétente ou d'une autorité gouvernementale ou (iv) divulguées après accord préalable écrit de l'autre Partie.

« **IRU** » : désigne le droit d'usage à long terme (« Indefeasible Rights of Use » en anglais) concédé par XPFIBRE 92 à l'Opérateur Commercial en échange d'un engagement de financement dans les conditions stipulées au présent Contrat. L'attribution d'un IRU emporte automatiquement le transfert des risques associés aux Lignes et notamment les risques de perte, dommage, obsolescence, dégradation ou indisponibilité causée par des tiers.

« **Informations Préalables** » : désigne l'ensemble des informations mises à disposition par XPFIBRE 92 auprès des opérateurs commerciaux afin de leur communiquer les informations relatives au déploiement des Infrastructures et leurs caractéristiques.

« **Infrastructures** » : Ensemble constitué des Points de Mutualisation, des Cablages FTTH et Points de Branchement Optique et de l'ensemble des Immeubles FTTH et/ou Pavillon raccordés et dont l'accès est prévu au titre du présent Contrat, inclus, le cas échéant, les câblages immeubles tiers.

« **Jours Ouvrés** » : du lundi au vendredi (hors jours fériés ou chômés) de 8 H à 18H.

« **Ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique** » ou « **Ligne** » : désigne une liaison passive constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibres optiques depuis un Point de Mutualisation jusqu'à un Point de Terminaison Optique et permettant de desservir un Client Final.

« **Local** » ou « **Prise** » ou « **Logement** » : désigne tout local d'un Immeuble à usage d'habitation, à usage commercial professionnel ou à usage mixte.

« **Logement Raccordable** » : désigne tout « Logement » ou « Local » ou « Prise » accessible par un « Point de Branchement Optique » ou « PBO ». Un logement est considéré raccordable à partir du moment où le Point de Branchement Optique, dernier dispositif technique avant le raccordement individuel, est mis en place.

« **Offre de Référence** » : Ensemble de documents décrivant succinctement ou complètement l'offre de mutualisation des accès optiques.

« **Opérateur d'Immeuble** » : désigne XPFIBRE 92 lorsqu'il est chargé de l'établissement ou de la gestion d'une Infrastructure dans un Immeuble, dans le cadre d'une Convention Immeuble.

« **Ouverture Commerciale** » : désigne la date à laquelle l'Opérateur Commercial peut proposer, s'il est Cofinancier, des services de communications électroniques à ses Clients Finaux via l'Infrastructure et en conséquence procéder à une (des) commande(s) de Raccordement Client Final. Cette date est communiquée par XPFIBRE 92 dans les « Fichier » ou « Fichier IPE ».

« **Pavillon** » : désigne une adresse associée à un immeuble uni-propriétaire et mono-logement pour laquelle il n'est pas nécessaire de signer une Convention Immeuble.

« **Poches de Basse Densité** » ou « **PBD** » : Ensemble des zones géographiques défini par l'ARCEP dans sa recommandation du 21 janvier 2014 et publiée sur son site Internet.

« **Poches de Haute Densité** » ou « **PHD** » : Ensemble des zones géographiques de la Zone Très Dense qui ne sont pas classés en Poches Basse Densité, telle que régie par la recommandation ARCEP du 21 janvier 2014 et publiée sur le site de l'ARCEP.

« **Point de Branchement Optique** » ou « **PBO** » : désigne l'équipement situé en étage ou en extérieur permettant le raccordement ou le branchement de chaque Client Final au Câblage FTTH implanté dans l'Immeuble.

« **Point de Mutualisation** » ou « **PM** » : désigne le point d'accès de l'Infrastructure mis à la disposition des Opérateurs Commerciaux par XPFIBRE 92 en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques.

« **Point de Mutualisation Intérieur** » ou « **PMI** » : désigne un Point de Mutualisation lorsque le Dispositif de Brassage des Lignes est situé à l'intérieur d'un Immeuble. Par opposition au PME.

« **Point de Mutualisation Extérieur** » ou « **PME** » : désigne un Point de Mutualisation lorsque le Dispositif de Brassage des Lignes est situé à l'extérieur d'un Immeuble. Par opposition au PMI.

« **Point de Terminaison Optique** » ou « **PTO** » : désigne la limite de séparation entre l'Infrastructure et l'installation privative du Client Final matérialisée par une prise optique dans le Local du Client Final.

« **Proposition** » : désigne le document envoyé à XPFIBRE 92 par un opérateur en réponse à la Consultation publiée par XPFIBRE 92.

« **Raccordement Client Final** » : désigne l'ensemble des opérations techniques permettant d'établir une liaison optique entre le Point de Branchement Optique et le Point de Terminaison Optique situé dans le Local.

« **Raccordement du Point de Mutualisation** » : désigne l'ensemble des opérations techniques permettant de relier le Point de Mutualisation au réseau FTTH d'un Opérateur Commercial.

« **Reversement** » : désigne les montants reversés à l'Opérateur Commercial lors de l'arrivée d'un nouveau Cofinancier et du recalcul de sa participation financière au déploiement du Câblage FTTH.

« **Société Affiliée** » : désigne (i) toute société dont l'une des Parties détient ou détiendra, directement ou indirectement, le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, ou (ii) toute société qui détient ou détiendra, directement ou indirectement, le contrôle de l'une des Parties au sens dudit article, ou encore (iii) toute société dont le contrôle est ou sera détenu, directement ou indirectement, par une société telle que visée au paragraphe (ii) ci-dessus.

« **STAS** » : Spécifications Techniques d'Accès au Service

« **Zone Arrière** » : Cette expression désigne l'ensemble des Logements qui sont ou seront raccordables à un Point de Mutualisation.

« **Zone très dense** » : désigne les communes dont la liste figure en annexe I de la Décision ARCEP n° 2013-1475 du 10 décembre 2013.

## ARTICLE 2 OBJET DU CONTRAT

---

La présente Convention Cadre a pour objet de fixer les différentes modalités :

- (i) de construction, de maintenance et de gestion des Infrastructures pouvant être mises en place dans les Immeubles et les Pavillons par XPFIBRE 92 dans le cadre d'une Consultation,
- (ii) de mise à la disposition de l'Opérateur Commercial des Câblages FTTH et des Raccordements Client Final et du Point de Mutualisation (ci-après « PM » « PME » « PMI »),
- (iii) d'utilisation par l'Opérateur Commercial de l'Infrastructure en vue de fournir un service de communications électroniques à ses Clients Finals,
- (iv) de concession de l'IRU à l'Opérateur commercial.

Il est expressément entendu entre les Parties que la conclusion de la présente Convention Cadre ne constitue en aucun cas une obligation pour XPFIBRE 92 de construire des Câblages FTTH ni pour l'Opérateur Commercial de participer au financement *ab initio ou a posteriori* desdits Câblages FTTH.

Seul le lancement d'une Consultation par XPFIBRE 92 suivi d'une réponse conforme par l'Opérateur Commercial et d'un engagement de celui-ci à participer au financement *ab initio* constitue une obligation de construction pour XPFIBRE 92 et d'achat pour l'Opérateur Commercial dans les conditions et limites définies par la Convention de Déploiement.

XPFIBRE 92 garantit que les échanges d'information, les prestations d'accès ainsi que les processus opérationnels et techniques seront fournis dans les mêmes conditions à l'ensemble des clients de la convention cadre pour l'accès et le déploiement des infrastructures XPFIBRE 92, dont le cas échéant à sa propre branche commerciale, aux sociétés du groupe auquel il appartient et à toute société ayant un lien capitalistique avec ledit groupe.

## ARTICLE 3 PERIMETRE

---

XPFIBRE 92 déploie et exploite un réseau à très haut débit sur les communes constituant le territoire du département des Hauts-de-Seine au jour de la signature des présentes.

Ces déploiements sont constitués (i) des déploiements horizontaux en fibre optique allant des Nœuds de Raccordement Optique (NRO) jusqu'aux Points de Mutualisation et (ii) des déploiements verticaux allant des Points de Mutualisation Intérieur ou Extérieur jusqu'aux PTO en fibre optique. XPFIBRE 92 effectuera les déploiements verticaux en fibre optique dans le cadre d'une Consultation conformément à l'Offre de Référence et la présente Convention Cadre sera applicable.

La Convention Cadre est donc applicable sur l'ensemble du territoire du département des Hauts-de-Seine.

Par ailleurs, la présente Convention cadre s'applique à toute souscription de cofinancement passée par l'Opérateur Commercial à compter de son entrée en vigueur. Toute convention ayant pour objet l'accès et le déploiement des infrastructures, signée par l'Opérateur Commercial avec un tier et transférée à XPFIBRE 92 demeure expressément applicable aux cofinancements souscrits avant la date d'entrée en vigueur des présentes.

## ARTICLE 4 MODALITES DE PARTICIPATION AU DEPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES

---



L'Opérateur Commercial pourra raccorder un Point de Mutualisation à son réseau, dans le cadre des présentes, dès lors qu'il a participé au cofinancement ou souscrit une offre d'accès de la (des) Infrastructures raccordée(s) au Point de Mutualisation en cause. Ce cofinancement pourra se faire :

- (i) dans le cadre d'une Consultation par un financement *ab initio*,
- (ii) dans le cadre de la commande d'un Point de Mutualisation Spécifique par un financement *a posteriori*,
- (iii) dans le cadre de l'intégration d'une Consultation après la date de remise des Propositions par un financement mixte : *ab initio* pour les Immeubles restant à déployer et *a posteriori* pour les Immeubles déjà déployés,
- (iv) dans le cadre d'une offre de location à la Ligne FTTH.

## *Article 4-1 Consultation*

### *Article 4-1-1 Objet de la Consultation*

La Consultation a pour objet d'informer les opérateurs mentionnés dans la liste prévue à l'article R 9-2 du Code des Postes et Communications Electroniques et tenue à jour par l'ARCEP de l'intention de XPFIBRE 92 de déployer des PM et des Câblages FTTH sur une commune afin d'identifier les opérateurs souhaitant participer à leur cofinancement ainsi que le cas échéant, au parc de PM et de Câblages FTTH existant, déjà installés ou en cours de finalisation par XPFIBRE 92. Elle permet en outre d'identifier les opérateurs Cofinanceurs souhaitant bénéficier d'une Fibre Optique Dédinée ou d'une Fibre Optique Partagée au sein du Câblage FTTH déployé.

A cet effet, XPFIBRE 92 publie une Consultation à destination des opérateurs de la manière suivante:

- publication de la Consultation sur la page internet dédiée de XPFIBRE 92 accessible sur le site ([www.covage.com](http://www.covage.com));
- envoi de la Consultation à l'Opérateur Commercial par courriel et par courrier postal (LRAR).

Si le plafond de l'Engagement d'Investissement des Cofinanceurs n'a pas été atteint à la fin de la période d'engagement telle que définie dans la Convention de Déploiement, XPFIBRE 92 pourra proposer d'allonger la durée d'engagement du Cofinancier qui l'accepte sauf refus motivé du Cofinancier notifié à XPFIBRE 92 au plus tard 15 jours après réception du courrier de XPFIBRE 92 notifiant au Cofinancier, l'intention de XPFIBRE 92 de prolonger la période d'engagement pour la durée telle que définie dans ledit courrier.

### *Article 4-1-2 Contenu de la Consultation*

La Consultation mentionne au moins les éléments suivants :

- le périmètre géographique de la Consultation pour une ou plusieurs communes ;
- le montant du plafond total de l'Engagement d'Investissement par commune dans laquelle XPFIBRE 92 déploie des Infrastructures hors coût du Raccordement Client Final. Ce plafond permet de déterminer en fonction du nombre d'Opérateurs Cofinanceurs intéressés, le montant du plafond d'Engagement d'Investissement par commune exigible pour chaque Opérateur Cofinancier ;
- la durée d'engagement pour laquelle le montant plafond d'Engagement d'Investissement s'applique, concernant l'accès aux nouveaux PM et Câblages FTTH équipés par XPFIBRE 92 ;
- l'adresse de la page internet dédiée de Covage 92 où l'Opérateur peut accéder à la Consultation ;
- la date limite de réponse à la Consultation.

Sauf mention contraire dans la Consultation, les opérateurs ont trente (30) jours calendaires pour répondre à la Consultation à compter de sa date de publication sur la page Internet dédiée de XPFIBRE 92.

### *Article 4-1-3 Proposition de l'Opérateur Commercial*

Si l'Opérateur Commercial souhaite participer au cofinancement, il transmet, sur la base du modèle joint en annexe 11, un formulaire d'adhésion à XPFIBRE 92 selon les modalités précisées dans la Consultation.

Toute réponse incomplète pourra être considérée comme irrecevable par XPFIBRE 92. Toutefois, XPFIBRE 92 pourra demander aux opérateurs ayant remis un formulaire d'adhésion incomplet de le compléter dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de l'envoi de la demande.

Si la Consultation concerne plusieurs communes, au sens de son code INSEE, l'Opérateur Commercial pourra renseigner un seul formulaire d'adhésion pour l'ensemble des communes dès lors que chaque commune fait l'objet d'un Engagement d'Investissement spécifique.

Pour chacune des communes pour lesquelles l'Opérateur est intéressé par un Cofinancement *ab initio* dans le périmètre de la Consultation, le formulaire d'adhésion de l'Opérateur Commercial en réponse à la Consultation l'engage sur le cofinancement de l'intégralité des Infrastructures déployées par XPFIBRE 92 dans le périmètre de la Consultation.

Le formulaire d'adhésion sera rédigé selon la forme définie dans la Consultation et devra, en tout état de cause, comporter obligatoirement l'ensemble des éléments suivants :

- Les modalités de déploiement de l'Infrastructure souhaitées par l'Opérateur Commercial pour chaque commune : Fibre Optique Dédinée (hors PM Extérieurs) ou Partagée, espace d'hébergement dédié ;
- Le montant du plafond total de l'Engagement d'Investissement par commune et ;
- La mention de l'interlocuteur (personne physique) désigné par l'Opérateur Commercial pour le suivi de la Consultation.

Si l'Opérateur Commercial souhaite une Fibre Optique Dédinée, il doit préciser s'il souhaite une livraison sur fibre nue ou une livraison sur connecteur.

Le formulaire d'adhésion sera remis en mains propres contre récépissé ou envoyée à XPFIBRE 92 par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les délais mentionnés à la Consultation, à l'adresse ci-dessous :

XPFIBRE 92  
Immeuble Crisco Uno  
3-5-7 Avenue de la Cristallerie  
92310 Sèvres

Le formulaire d'adhésion transmis par l'Opérateur Commercial l'engage fermement et irrévocablement pour la période mentionnée à la Consultation à compter de sa date de signature, jusqu'à hauteur du montant plafond de l'Engagement d'Investissement exigible par commune, qui sera déterminé sur la base du montant plafond d'Engagement d'Investissement total par commune en fonction du nombre total d'Opérateurs Cofinanceurs et suivant les modalités techniques y mentionnés. L'Engagement d'Investissement porte sur toutes les Infrastructures dont la mise à disposition est effective avant la fin de la période d'Engagement dans la limite du plafond de l'Engagement d'Investissement (ces Infrastructures sont indiquées dans le Fichier IPE avec le statut « En cours de déploiement » ou « Déployé ») dans le dernier IPE reçu par l'Opérateur Commercial précédent la fin de la période d'engagement.

Si le plafond de l'Engagement d'Investissement est atteint avant la fin de la période d'engagement, XPFIBRE 92 ne pourra demander à l'Opérateur Commercial le cofinancement des Infrastructures qui excéderait ce plafond, sauf accord express entre les Parties, comme prévu notamment dans les conditions de l'article 4-1-1 de la présente Convention Cadre.

Il est expressément entendu que cette durée d'engagement ne peut être supérieure à trois (3) ans et qu'à défaut de spécification dans la Consultation, elle sera d'un (1) an, sous réserve d'une éventuelle prorogation décidée conformément aux stipulations de l'article 4.1 ci-dessus.

#### *Article 4-1-4 Conclusion de la Consultation*

Dès lors que l'Opérateur Commercial a transmis une Proposition, XPFIBRE 92 l'informera de l'acceptation ou du rejet de celle-ci, en cas de non-conformité, et des raisons de ce rejet, ainsi que du montant du plafond de l'Engagement d'Investissement par commune.

Si les opérateurs participant à la Consultation ont retenu des modes de déploiement compatibles entre eux, XPFIBRE 92 retiendra les modalités de déploiement demandées par ceux-ci.

S'il s'avère que les participants ont retenu des modes de déploiement incompatibles entre eux ou avec les différentes modalités de déploiement proposées par XPFIBRE 92, XPFIBRE 92 déploiera selon les modalités suivantes :

- S'il s'agit du déploiement d'un PMI :
  - dans le cas où seul un opérateur demande le déploiement d'une Fibre Optique Dédinée, XPFIBRE 92 déploiera l'Infrastructure en bifibre. Elle attribuera la Fibre Optique Dédinée disponible à l'opérateur en ayant fait la demande et mutualisera avec les autres opérateurs la deuxième fibre, en tant que Fibre Optique Partagée.
  - dans le cas où aucun opérateur ne demande le déploiement de Fibre Optique Dédinée, XPFIBRE 92 pourra librement décider de déployer en bifibre ou en monofibre. XPFIBRE 92 informera les participants des modalités de déploiement retenues en leur transmettant la Convention de Déploiement dont un modèle figure en annexe 12 pré remplie et à signer.
- S'il s'agit du déploiement d'un PME en Poche de Haute Densité, XPFIBRE 92 déploiera en monofibre.
- S'il s'agit du déploiement d'un PME en Poche de Basse Densité, XPFIBRE 92 déploiera en monofibre.

L'Opérateur Commercial aura alors un délai de quinze (15) Jours Ouvrés pour retourner la Convention de Déploiement signée à XPFIBRE 92.

En l'absence de retour de la Convention de Déploiement dans le délai susmentionné, XPFIBRE 92 mettra en demeure l'Opérateur Commercial de retourner ladite convention signée sous 10 Jours Ouvrés. Passé ce délai, la participation de l'Opérateur Commercial à la Consultation sera considérée comme caduque.

Si aucun opérateur n'a fait de Proposition conforme ou qu'à l'issue du délai de mise en demeure aucun participant n'a retourné les Conventions de Déploiement de Câblages FTTH signées, XPFIBRE 92 aura toute liberté pour déployer les Infrastructures et choisir unilatéralement les modalités de déploiement y afférentes.

Dès lors qu'à l'occasion d'une nouvelle consultation les conditions techniques changent, XPFIBRE 92 fera ses meilleurs efforts pour que ledit changement de technologie soit pris en compte notamment en ce qui concerne les Immeubles dont les études et/ou la construction ont déjà été engagées sur la base de l'ancienne solution technique.

Dans le cas où il s'agit de passer d'une solution monofibre à une solution multifibre, le ou les opérateurs qui auront opté pour une Fibre Optique dédiée, seront cofinanceurs dès les premiers Immeubles livrés en multifibre. S'agissant des Immeubles encore livrés en monofibre et dont la construction aura démarré dans l'ancienne consultation, ils seront cofinancés uniquement par les cofinanceurs de l'ancienne consultation en question.

S'il s'agit de passer d'une solution multifibre à monofibre, le ou les opérateurs qui auront décidé de ne plus cofinancer la Fibre Optique Dédinée seront toutefois toujours tenus de cofinancer les Immeubles dont la construction en multifibre aura démarré dans la cadre de l'ancienne consultation concernée (c'est-à-dire les immeubles qui sont indiqué « En cours de déploiement » ou « Déployé » dans le dernier Fichier IPE précédant la date de fin de l'ancienne consultation). En revanche, ces derniers ne seront pas cofinanceurs des Immeubles monofibres construits sur la base de la nouvelle Consultation.

#### *Article 4-2 Consultation par lot en Zone arrière de PME*

La décision n°2015-0776 de l'ARCEP du 2 juillet 2015 prévoit qu'une consultation de lot doit avoir lieu avant tout déploiement de Point de Mutualisation Extérieur. La consultation de lot a pour objectif de permettre aux communes et aux collectivités d'avoir une vision sur les déploiements sur leur territoire et aux opérateurs commerciaux de faire part de leurs besoins.

La consultation de lot est envoyée à la liste des destinataires suivants :

- les opérateurs présents sur la liste prévue par l'article R. 9-2 du CPCE ;
- les opérateurs d'immeuble inscrits sur la liste des opérateurs d'immeuble qui déploient ou prévoient de déployer un réseau à très haut débit en fibre optique sur le territoire concerné au regard de la zone déclarée auprès de l'ARCEP ;
- la ou les communes desservies par la zone arrière du point de mutualisation ;
- la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales portant un schéma directeur territorial d'aménagement numérique tel que défini à l'article L. 1425-2 du CGCT lorsque celui-ci existe ;
- le cas échéant, le groupement de collectivités compétent selon l'article L. 1425-1 du CGCT ;
- la collectivité ou le groupement de collectivités territoriales compétent pour délivrer les autorisations d'occupation domaniale nécessaires aux déploiements programmés ;
- et l'ARCEP.

La consultation préalable est émise par lots correspondant à des Zones Arrière d'un ou plusieurs points de mutualisation.

XPFIBRE 92 transmettra le dossier de consultation en pièce jointe au message ; il est aussi possible d'indiquer dans le courrier d'accompagnement comment récupérer le dossier de consultation lorsque celui-ci est trop lourd.

L'Opérateur est informé de la consultation en Zone(s) Arrière de PME par courrier électronique avec demande d'avis de réception, conformément au protocole de Consultation de lot en vigueur du groupe Interop'Fibre.

La consultation se présentera sous la forme d'un dossier de consultation composé de fichiers de données (.csv) et cartographiques, accompagnés d'un courrier d'accompagnement précisant :

- le périmètre géographique (ZTD) dans l'objet du courrier électronique ;
- le type de consultation (initiale ou republication) ;
- la référence de consultation ;
- le mode de récupération des fichiers s'ils ne sont directement joints au courrier ;
- les dates de début de consultation et de fin de la consultation.

La date limite de réponse à la consultation en Zone(s) Arrière de PME est postérieure d'au moins trente (30) jours calendaires à la date d'envoi de la consultation en Zone(s) Arrière de PM. Le découpage géographique comporte :

- la partition prévisionnelle du Lot en Zone(s) Arrière de PME ;
- le contour des communes concernées par la consultation de lot ;
- la position prévisionnelle des PME ;
- et éventuellement le contour du lot.

Le découpage géographique est fourni sous la forme de fichiers cartographiques et est complété d'un fichier CSV qui précise :

- l'adresse et les coordonnées de chaque PME ainsi qu'une référence définitive permettant ultérieurement de commander l'accès à ce PME et aux lignes qu'il regroupe ;
- les caractéristiques techniques et les modalités de raccordement de chaque PME ;
- la date prévisionnelle d'installation du PME ;
- les adresses de l'ensemble des Immeubles et Pavillons desservis par le point de mutualisation et de ceux susceptibles de l'être (en vue d'une complétude sur la zone), ainsi que le nombre de logements ou locaux à usage

professionnel correspondants.

Toute réponse à la consultation doit parvenir à XPFIBRE 92 au plus tard le jour de la date limite de réponse à la consultation indiqué dans le courrier électronique envoyé à l'Opérateur.

L'Opérateur Commercial répond à XPFIBRE 92 par courrier électronique avec demande d'avis de réception à l'adresse indiquée dans le courrier d'accompagnement de la consultation.

L'Opérateur Commercial supporte le risque inhérent aux aléas qui accompagnent tout envoi électronique.

Suite à la consultation et conformément aux spécifications du groupe Interop'Fibre, XPFIBRE 92 pourra procéder à une mise à jour:

- de la position prévisionnelle des PM ;
- de la partition du lot en Zone(s) Arrière de PM.

Dans ce cas, une nouvelle version de la partition du lot en Zone(s) arrière de PM est renvoyée par voie électronique dans les mêmes conditions que prévues pour la consultation initiale.

#### *Article 4-3 Offre de cofinancement au Point de Mutualisation*

L'Opérateur Commercial peut demander de participer au cofinancement d'un Point de Mutualisation spécifique qui n'est pas couvert par les différentes Conventions de Déploiement qu'il a signées.

Dans ce cas, il fait une demande d'accès au Point de Mutualisation spécifique à XPFIBRE 92. Cette dernière lui transmettra la Convention de Déploiement s'y rapportant qu'il devra signer et sur la base de laquelle il pourra passer une commande d'un Point de Mutualisation à l'unité conformément à l'article « Modalités de commande » des présentes.

Sa demande d'accès au Point de Mutualisation sera automatiquement traitée par XPFIBRE 92 comme une demande de Fibre Optique Partagée. Dans cette hypothèse, l'Opérateur Commercial ne pourra en aucun cas demander la mise à disposition d'une Fibre Optique Dédinée dans le Câblage FTTH.

#### *Article 4-4 Cofinancement a posteriori*

L'Opérateur Commercial peut demander à participer au cofinancement des Infrastructures sur une commune même s'il n'a pas participé à la Consultation s'y rapportant sous réserve qu'il n'y ait pas de Consultation en cours sur la commune.

Dans ce cas, il fait une demande d'accès à l'ensemble des Infrastructures existantes et à déployer dans le périmètre de la dernière Consultation en date à XPFIBRE 92 mentionnant s'il souhaite une Fibre Optique Dédinée ou une Fibre Optique partagée.

En réponse, XPFIBRE 92 lui transmet les éléments suivants : les modalités de déploiement, le montant correspondant au cofinancement *a posteriori* des Infrastructures déjà déployées sur la commune dans le cadre du périmètre de la Consultation en fonction des modalités de déploiement choisies par l'Opérateur Commercial, le montant de l'Engagement d'Investissement et la Convention de Déploiement préremplie.

Il est expressément entendu que la demande d'accès *a posteriori* de l'Opérateur Commercial ne pourra en aucun cas avoir pour effet de modifier les modalités de déploiement définies dans le cadre de la Consultation. En outre, dans le cas où l'Opérateur Commercial demande une Fibre Optique Dédinée et que le Câblage FTTH ne dispose plus de Fibre Optique Dédinée disponible, sa demande sera traitée sur la base de la mutualisation de la Fibre Optique Partagée.

Les conditions financières telles que définies à l'annexe 4 de la présente Convention Cadre seront alors applicables au cofinancement des Infrastructures sur une commune par cet Opérateur Commercial, notamment la nouvelle clé de cofinancement à postériori.

#### *Article 4-5 Offre accès à la Ligne FTTH*

L'offre d'accès à la Ligne FTTH consiste à mettre à disposition de l'Opérateur Commercial une ou plusieurs Ligne(s) FTTH afin de permettre à des Clients Finaux de disposer de services de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sans aucun engagement de volume ou de durée de la part de l'Opérateur Commercial.

Afin de bénéficier de l'offre d'accès à la Ligne FTTH, l'Opérateur Commercial doit souscrire un accès au PM sur lequel est rattachée la Ligne FTTH qu'il souhaite utiliser. La prestation d'accès à la Ligne FTTH s'entend uniquement de la mise à disposition des équipements passifs qui la composent.

#### *Article 4-6 Offre d'accès unitaire au PM*

La mutualisation des Infrastructures de réseau FTTH au titre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH s'accompagne d'un accès au PM. Dans un PM, l'Opérateur d'Immeuble met à la disposition de l'Opérateur Commercial un ou plusieurs emplacement(s) permettant d'accueillir un équipement actif ou un équipement passif.

L'Opérateur Commercial gère directement et à ses frais l'installation, l'exploitation, la maintenance de ses équipements et le paiement de l'électricité afférente à ces derniers, le cas échéant.

L'Opérateur Commercial est responsable du respect des normes par ses équipements (bruit et électricité) et procède à ses frais à tous les contrôles nécessaires, dans le respect des règles en vigueur.

#### **Commande d'accès unitaire au PM**

La commande d'accès unitaire au PM n'est utilisée que pour l'offre d'accès à la Ligne FTTH.

L'Opérateur Commercial a la faculté de commander un accès unitaire à un PM. Au titre de cette Commande, l'Opérateur d'Immeuble n'autorise que les demandes d'hébergement d'Équipements passifs PM.

Les Commandes de l'Opérateur Commercial sont traitées selon les délais et processus précisés à l'article 10 de la Convention.

#### **Mise à disposition de l'accès au PM**

L'Opérateur d'Immeuble envoie à l'Opérateur Commercial un avis de mise à disposition du PM (CR MAD PM) lorsqu'un Emplacement est mis à disposition de l'Opérateur Commercial au sein d'un PM. L'Opérateur Commercial peut alors installer dans l'Emplacement :

- Des Équipements passifs ;
- Des Équipements actifs si l'Opérateur Commercial dispose d'un accès au PM pour héberger des Équipements actifs ;
- Un câble en fibres optiques en provenance de son réseau FTTH ou un Raccordement distant le cas échéant.

L'Opérateur Commercial s'engage à respecter les Emplacements et ressources qui lui sont attribués par XPFIBRE 92 qui sont notifiés dans l'avis de mise à disposition du PM et dans les conditions de l'Annexe 4.

### **ARTICLE 5 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

---

La Convention Cadre sert de cadre à la passation des Conventions de Déploiement des Infrastructures. L'ensemble de la relation contractuelle entre les Parties est donc régie par les documents contractuels suivants présentés par ordre hiérarchique de valeur juridique décroissante et constituant ensemble le « Contrat » :

1. la Convention Cadre constituée du présent document et de ses annexes listées en article « Liste des annexes » ;
2. la(les) Conventions de Déploiement des Infrastructures et ses (leurs) annexes ;

3. les Commandes passés par l'Opérateur Commercial.

En cas de contradiction entre les documents contractuels, le document de rang hiérarchique supérieur prévaudra. En cas de contradiction entre un document et ses annexes, le document prévaudra sur les annexes.

En cas de modification de l'un des documents, les Parties signeront un avenant afin d'entériner la modification. Tant qu'un tel avenant ne sera pas signé par les Parties, la modification en cause ne leur sera pas opposable.

Toutefois, XPFIBRE 92 pourra modifier unilatéralement les annexes « Modalités techniques de déploiement des Infrastructures », « Maintenance », « Qualité de service », « Flux », « STAS multifibre », « Formulaire d'adhésion » et « Guichet Unique ». Ces modifications seront transmises à l'Opérateur Commercial par voie de notification LRAR. Toute modification de ces annexes sera notifiée moyennant un préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 6 DUREE DE LA CONVENTION CADRE**

---

La Convention Cadre prend effet à sa date de signature par la dernière des Parties et prend fin concomitamment au terme du dernier IRU concédé à l'Opérateur commercial conformément aux présentes ou au jour de la prise d'effet de la résiliation en application de l'article « Résiliation » par l'une des Parties.

## **ARTICLE 7 CONVENTION DE DEPLOIEMENT**

---

Lorsque XPFIBRE 92 envisage de procéder au déploiement des Infrastructures les Immeubles d'une commune, elle procède à une Consultation afin de connaître les opérateurs intéressés par le Cofinancement *ab initio* des déploiements.

Dès lors que l'Opérateur Commercial répond à la Consultation, il s'engage sur un Engagement d'Investissement et sur des modalités techniques de déploiement pour la commune en question. Celui-ci est alors irrévocablement engagé sur la base de ce formulaire d'adhésion.

Si la Consultation est fructueuse, elle donnera lieu à la signature par les Parties d'une Convention de Déploiement qui précisera (i) les modalités techniques de déploiement des Infrastructures, de mutualisation des Câblages FTTH et des Raccordements Client Final sur la commune, (ii) l'Engagement d'Investissement de l'Opérateur Commercial sur ladite commune pour une période donnée ne pouvant être supérieur à trois (3) ans.

## **ARTICLE 8 IRU CONCEDES SUR LES LIGNES**

---

### *Article 8-1 IRU concédés sur les Lignes*

Quelles que soient les modalités spécifiques de déploiement des Infrastructures retenues par les Parties dans le cadre de la Convention de Déploiement, XPFIBRE 92 concède à l'Opérateur Commercial, en contrepartie du paiement du prix défini dans la présente Convention Cadre, un IRU sur les Lignes des Infrastructures cofinancées par l'Opérateur Commercial.

Cet IRU permet à l'Opérateur Commercial d'avoir accès à l'Infrastructure, de raccorder son réseau au Point de Mutualisation et ainsi de desservir un Client Final via un Raccordement Client Final.

En application de l'IRU, l'Opérateur Commercial aura accès soit à une Fibre Partagée, soit à une Fibre Dédiée si l'Opérateur Commercial a souscrit au cofinancement d'une telle Fibre.

### *Article 8-1-1 IRU concédé sur les fibres optiques dans le Câblage FTTH*

L'IRU sur une fibre optique par Local du Câblage FTTH sera concédé au Cofinancier au jour de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation dans le cas de PMI et au jour de l'Avis de Mise à disposition des Points de Branchement Optique desservant les Logements Raccordables dans le cas de PME.

Si le Cofinancier bénéficie d'une Fibre Optique Partagée, XPFIBRE 92 concède un IRU non exclusif sur chaque Fibre Optique Partagée au sein du Câblage FTTH desservant chacun des Locaux.

Si le Cofinancier bénéficie d'une Fibre Optique Dédinée, XPFIBRE 92 concède un IRU exclusif sur chaque Fibre Optique Dédinée au sein du Câblage FTTH desservant chacun des Locaux. En aucun cas un IRU ne sera attribué à chaque Cofinancier sur plus d'une Fibre Optique Dédinée par Local, quel que soit le nombre de Cofinanciers.

### *Article 8-1-2 IRU concédé sur les fibres optiques dans les Raccordements Client Final*

XPFIBRE 92 concède à l'Opérateur Commercial Cofinancier, en contrepartie du paiement du prix défini dans la Convention de Déploiement, un IRU, sur une fibre optique dans le Raccordement Client Final en continuité avec la fibre optique dans le Câblage FTTH.

Si l'Opérateur Commercial bénéficie d'une Fibre Optique Partagée, XPFIBRE 92 concède un IRU non exclusif de la Fibre Optique Partagée au sein du Raccordement Client Final. Si l'Opérateur Commercial bénéficie d'une Fibre Optique Dédinée, XPFIBRE 92 concède un IRU exclusif de ladite Fibre Optique Dédinée au sein du Raccordement Client Final.

### *Article 8-2 Portée des IRU concédés*

Il est expressément entendu entre les Parties que les IRU concédés par XPFIBRE 92 en contrepartie du paiement d'un prix constituent un droit temporaire. En aucun cas ces IRU n'opèrent un quelconque démembrement de la propriété des Infrastructures ou droit de propriété sur les Infrastructures au profit de l'Opérateur Commercial ni même un droit d'accès au réseau de XPFIBRE 92 autre que celui aux Infrastructures.

En conséquence, quelle que soit l'entité ayant réalisé le Raccordement Client Final pour raccorder un Client Final dans un Immeuble, celui-ci est et reste la propriété de XPFIBRE 92.

A ce titre, les Parties confirment par les présentes que XPFIBRE 92 ne sera en aucun cas tenue à une quelconque indemnisation liée au remplacement des fibres optiques dès lors qu'aucune faute ne sera démontrée à son encontre.

Dès lors, toute usure, à l'exception des cas couverts par les Prestations de Maintenance telles que définies à l'article 14 du présent Contrat, ou obsolescence des Lignes ou tout évènement telle que la fin anticipée de la Convention Immeuble n'ouvriront pas droit à une quelconque indemnisation par XPFIBRE 92.

En outre, les contreparties financières versées à XPFIBRE 92 en rémunération des IRU ainsi concédés sont définitivement acquises à XPFIBRE 92 et ne pourront donner lieu à restitution partielle ou globale pour quelque cause que ce soit ou survenance d'évènement d'aucune sorte.

A compter de la concession de l'IRU sur les fibres optiques, l'Opérateur Commercial aura librement le droit de les exploiter, les utiliser ou les louer, conformément aux termes de la présente Convention Cadre et de la Convention de Déploiement concernée sous réserve du règlement préalable des sommes dues au titre des factures dont il est redevable.

Il est entendu que l'Opérateur Commercial reste entièrement responsable de l'utilisation qui sera faite des fibres optiques par l'opérateur en cause.

L'Opérateur Commercial s'engage à faire un usage des Lignes et fibres optiques, sur lesquelles il détient un IRU, conforme à leur destination, de manière à ne pas interrompre ou gêner l'utilisation des Lignes et fibres optiques déployées dans les Immeubles, ni porter atteinte à la confidentialité et à l'intimité de toute communication acheminée par ces Lignes ou provoquer des perturbations, ou dommages pour les employés, les Affiliés ou les sociétés liées à XPFIBRE 92 ou tout autre utilisateur, propriétaire ou Opérateur Commercial des lignes.

En particulier, l'Opérateur Commercial veillera à mettre en œuvre des équipements conformes aux réglementations et normes impératives en vigueur.



L'Opérateur Commercial supportera la charge financière, les responsabilités et les risques associés de tout équipement ou appareil installé en amont du Point de Mutualisation et en aval du PTO.

### *Article 8-3 Durée des IRU concédés*

Les IRU concédés dans le cadre des présentes seront accordés par XPFIBRE 92 pour une durée de quinze (15) ans à compter de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation dans le cas de PMI et au jour de l'Avis de Mise à disposition des Points de Branchements Optiques desservant les Logements Raccordables dans le cas de PME et ce quelle que soit la date de commande du Raccordement Immeuble ou de raccordement effectif du Point de Mutualisation par l'Opérateur Commercial, y compris si l'Opérateur Commercial signe la présente Convention Cadre ou la Convention de Déploiement concernée postérieurement à l'Avis de Mise à Disposition de l'Immeuble. Dans ces derniers cas la durée de l'IRU correspondra au temps restant à courir jusqu'à l'échéance précitée de quinze (15) ans.

Cette stipulation est expressément prévue pour que l'ensemble des IRU concédés aux Cofinanceurs sur un Immeuble arrive à échéance en même temps.

A l'issue de cette première durée de quinze (15) ans, les IRU seront tacitement renouvelés pour une nouvelle période de quinze (15) ans, sauf dénonciation en application de l'article « Dénonciation d'un IRU », en contrepartie du versement d'un euro symbolique par Infrastructure. A l'issue de cette seconde période de quinze (15) ans et à l'issue d'une troisième période de quinze (15) ans, les IRU seront tacitement renouvelés pour une nouvelle période de quinze (15) ans, sauf dénonciation en application de l'article « Dénonciation d'un IRU », en contrepartie du versement d'un euro symbolique par Infrastructure.

## **ARTICLE 9 CONVENTIONS IMMEUBLE**

---

Afin d'être autorisée à déployer, gérer et entretenir les Infrastructures, XPFIBRE 92 conclut avec chaque propriétaire, copropriétaires ou syndic une Convention Immeuble sur le fondement des articles L. 33- 6, R. 9-2, R. 9-3 et R. 9-4 du CPCE permettant de desservir un ou plusieurs Clients Finaux dans un Immeuble.

La Convention Immeuble définit la durée et les conditions d'accès à l'Immeuble pour effectuer toutes les opérations techniques nécessaires au déploiement, à la gestion et à l'entretien de l'Infrastructure. Le cas échéant, elle peut définir des conditions spécifiques relatives à l'installation, la gestion et l'entretien de l'Infrastructure.

Dans le cas général, et conformément à la convention type établie par l'ARCEP, la Convention Immeuble est conclue pour une durée de 15 ans à compter de sa date de signature et renouvelable tacitement sauf dénonciation par l'une des parties. Il est toutefois rappelé que les Conventions Immeuble pourront prévoir une durée différente.

Il est rappelé que XPFIBRE 92 reste responsable vis-à-vis du propriétaire, copropriétaire ou syndic de toute intervention effectuée en application de la présente Convention Cadre. En conséquence, toute condition spécifique contenue dans la Convention Immeuble sera reportée par XPFIBRE 92 dans le Dossier Immeuble.

A l'arrivée du terme de la Convention Immeuble et faute de reconduction ou renouvellement de cette dernière pour quelque cause que ce soit, il sera mis fin aux IRU concédés par XPFIBRE 92 à l'Opérateur Commercial sur les Immeubles concernés moyennant un préavis raisonnable au regard de la Convention Immeuble sans que l'Opérateur Commercial puisse arguer d'un quelconque préjudice auprès de XPFIBRE 92 ni réclamer aucune indemnité dès lors que XPFIBRE 92 n'est plus en mesure de conférer au Cofinanceur les droits objet de l'IRU.

En cas de faute de XPFIBRE 92 ayant conduit le propriétaire, copropriétaire ou syndic à résilier la Convention Immeuble à ses torts exclusifs et à lui imposer la dépose des Infrastructures, XPFIBRE 92 supportera seule les coûts de dépose y associés.

Toutefois, en cas de changement d'Opérateur d'Immeuble autorisé à déployer, gérer et entretenir les Infrastructures, XPFIBRE 92 fera ses meilleurs efforts (i) pour assurer la continuité du service jusqu'à ce que les opérations de gestion et d'entretien des Infrastructures soient transférées à ce tiers et (ii) pour que le nouvel Opérateur d'Immeuble reprennent les droits qu'elle a concédés au Cofinanceur. En tout état de cause, XPFIBRE 92 s'engage à faire ses meilleurs efforts pour faire bénéficier les Cofinanceurs des conditions d'accès qu'elle a obtenues auprès du nouvel Opérateur d'Immeuble.

En cas de cession par XPFIBRE 92 des Infrastructures, XPFIBRE 92 s'engage à faire accepter au cessionnaire de

l'Infrastructure une clause de reprise des engagements pris par XPFIBRE 92 envers le Cofinanceur pour permettre la poursuite de la mutualisation.

## **ARTICLE 10 MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS**

---

Pendant toute la durée du contrat, les modalités de commande des prestations seront conformes aux spécifications du groupe Interop'Fibre ou tout comité ou organisation qui viendrait se substituer à ce dernier.

### *Article 10-1 Commande des Points de Mutualisation*

La commande de Point de Mutualisation déclenche automatiquement la réservation de la Fibre Optique Dédinée ou Partagée au Point de Mutualisation conformément aux stipulations de la Convention de Déploiement.

#### *Article 10-1-1 Dans le cadre de la procédure de Cofinancement ab initio à la commune*

La signature de la Convention de Déploiement par l'Opérateur Commercial vaut confirmation de commande de tous les Points de Mutualisation qui seront déployés par XPFIBRE 92 dans le périmètre de celle-ci et commandés au titre de l'acte d'engagement.

#### *Article 10-1-2 Dans le cadre de la procédure de Cofinancement a posteriori à la commune*

La signature de la Convention de Déploiement par l'Opérateur Commercial vaut commande :

- (i) de tous les Points de Mutualisation déjà déployés au jour de la signature et spécifiquement énumérés en annexe de celle-ci ;
- (ii) et de tous les Points de Mutualisation à déployer par XPFIBRE 92 dans le périmètre de celle-ci.

#### *Article 10-1-3 Commande d'un Point de Mutualisation à l'unité*

La Convention de Déploiement par l'Opérateur Commercial vaut commande du(des) Point(s) de Mutualisation énuméré(s) dans celle-ci selon les modalités de déploiement qui y sont détaillées.

### *Article 10-2 Notification de Raccordement du Point de Mutualisation*

Une fois l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation envoyé par XPFIBRE 92, l'Opérateur Commercial peut procéder à la notification de Raccordement du Point de Mutualisation conformément aux stipulations de l'annexe « Flux ».

XPFIBRE 92 pourra émettre plusieurs Avis de Mise à Disposition pour un même Point de Mutualisation, notamment dans le cas d'une livraison progressive des Prises desservies par un Point de Mutualisation Extérieur.

La notification de Raccordement du Point de Mutualisation est faite par Point de Mutualisation. Chaque notification de Raccordement du Point de Mutualisation concerne donc tous les Logements raccordés au Point de Mutualisation concerné.

Cette notification a pour objet d'informer XPFIBRE 92 que l'Opérateur Commercial souhaite procéder au raccordement physique du Point de Mutualisation ainsi que de la date à laquelle l'Opérateur Commercial a planifié l'intervention de raccordement.

A réception de la notification de Raccordement d'un Point de Mutualisation Intérieur, XPFIBRE 92 :

(i) informe le propriétaire, les copropriétaires ou le syndic, conformément aux stipulations de la Convention Immeuble, de l'intervention de l'Opérateur Commercial et de la date à laquelle celle-ci est planifiée ;

(ii) communique à l'Opérateur Commercial l'ensemble des informations nécessaires à la réalisation du Raccordement Immeuble et contenues dans le DossierImmeuble.

XPFIBRE 92 s'engage à accuser réception de la notification de Raccordement du Point de Mutualisation sous deux (2) Jours Ouvrés.

Cette notification de Raccordement du Point de Mutualisation sera rejetée si elle ne respecte pas les critères de l'annexe 5 « Flux ».

En cas de rejet, l'Opérateur Commercial doit effectuer une nouvelle notification avant de pouvoir procéder au raccordement du Point de Mutualisation.

Le non-respect de ce dispositif sera sanctionné suivant les stipulations de l'annexe « Pénalités ».

Au plus tard trente (30) Jours Ouvrés après l'accusé de réception d'une notification de Raccordement du Point de Mutualisation, l'Opérateur Commercial doit avoir communiqué à XPFIBRE 92 un compte rendu de Raccordement du Point de Mutualisation. Si le raccordement du Point de Mutualisation a échoué, l'Opérateur Commercial devra faire une nouvelle notification de Raccordement du Point de Mutualisation.

### *Article 10-3 Commande de Raccordement Client Final*

La commande de Raccordement Client Final a pour objet de permettre à l'Opérateur Commercial de fournir un service de communications électroniques à son Client Final dans le Local faisant l'objet de la commande. Cette commande doit être systématiquement faite par l'Opérateur Commercial, que le Local ait déjà fait l'objet d'un Raccordement Client Final ou non. L'Opérateur Commercial s'engage, en tant que de besoin, à obtenir l'autorisation du propriétaire et/ou de l'occupant du Local en vue de permettre l'installation du Raccordement Pallier.

La commande de Raccordement Client Final pour être valable doit être émise par l'Opérateur Commercial, conformément à l'annexe 5 « Flux ». En cas de rejet de cette commande, l'Opérateur Commercial doit passer une nouvelle commande. Le non-respect de ce dispositif sera sanctionné suivant les dispositions de l'annexe 10 « Pénalités », en tant que commande non conforme.

En retour, XPFIBRE 92 indique à l'Opérateur Commercial si le Local a déjà fait l'objet d'un Raccordement Client Final.

Les Câblages Clients Finals sont réalisés pour le compte de XPFIBRE 92 par l'Opérateur Commercial dans les conditions définies en annexe 1 selon l'ingénierie déployée dans l'Immeuble.

Lors de toute intervention dans l'Immeuble l'Opérateur Commercial ou ses Sous-Traitants devront se conformer aux conditions définies en annexe 1.

Les prix de réalisation des Câblages Clients Finals par l'Opérateur Commercial sont définis en annexe 4 « Conditions financières ».

L'Opérateur Commercial est seul responsable de la relation avec le Client Final ainsi que de la prise de rendez-vous avec celui-ci.

## **ARTICLE 11 MODALITES DE DEPLOIEMENT**

---

XPFIBRE 92 procède au déploiement du Câblage FTTH conformément à la présente Convention Cadre ainsi qu'à la Convention de Déploiement et le Dossier Immeuble.

XPFIBRE 92 informe l'Opérateur Commercial au moyen des Informations Préalables de la date de construction du Câblage FTTH de l'immeuble.

Dans le mois suivant la conclusion d'une Convention Immeuble, dans le périmètre de la(des) Convention(s) de Déploiement de Câblage FTTH signée(s) par l'Opérateur Commercial, permettant la mise en place d'un Point de Mutualisation et à ce titre du(des) Câblage(s) FTTH, XPFIBRE 92 en informera par tout moyen l'Opérateur Commercial

et lui communiquera les informations suivantes :

- (i) l'adresse de l'Immeuble ;
- (ii) l'adresse et la localisation du Point de Mutualisation s'il est situé en dehors de l'Immeuble ou s'il dessert plusieurs Immeubles ;
- (iii) l'identité et l'adresse du propriétaire ou du syndic de copropriété représentant le syndicat des copropriétaires ;
- (iv) le nombre de Locaux desservis ;
- (v) la personne à qui l'Opérateur Commercial peut s'adresser en vue de demander un accès. La transmission des Informations Préalables sera effectuée conformément à ce qui suit.

Les Informations Préalables Enrichies (Fichier « IPE ») relatives aux Immeubles concernés sont transmises par XPFIBRE 92 à l'Opérateur Commercial aux fins de permettre à l'Opérateur Commercial de connaître l'étendue et l'état des déploiements qu'il cofinance, de déterminer l'éligibilité des Lignes à ses services, de répondre à toute demande d'information relative à la disponibilité de ses services et de demander l'accès aux Lignes installées dans lesdits Immeubles.

Les Informations Préalables sont communiquées conformément aux spécifications du groupe Interop Fibre ou tout comité ou organisation qui viendrait se substituer à ce dernier. XPFIBRE 92 met à jour, complète ou corrige, régulièrement et sans délai, les Informations Préalables au meilleur de sa connaissance et des signalisations qui pourront lui être adressées par les Cofinanceurs.

La qualité et la disponibilité des Informations Préalables sont des conditions essentielles à l'accès et à l'exploitation des Lignes.

En fonction de sa taille et des circonstances, le Fichier sera soit communiqué par mail, à l'adresse de l'Opérateur Commercial, soit mis à disposition sur un serveur sécurisé.

En cas d'usage non conforme du Service constaté, XPFIBRE 92 pourra suspendre, sans préavis, la mise à disposition du Fichier à l'Opérateur Commercial. Il est expressément convenu entre les Parties que la qualité des informations fournies par XPFIBRE 92 dans le cadre du Fichier correspond à l'état des données contenues dans les bases du système d'informations de XPFIBRE 92 au moment de la dernière actualisation du Fichier par XPFIBRE 92.

En cas de dysfonctionnement du Service, l'Opérateur Commercial peut en informer XPFIBRE 92 sur le site suivant : <http://www.xpfibre.com/declarer-un-dommage-reseau>

XPFIBRE 92 informera l'Opérateur Commercial:

- (i) des Immeubles devant faire l'objet d'un déploiement de Câblages FTTH ;
- (ii) de la signature d'une nouvelle Convention Immeuble se rapportant à une Convention de Déploiement déjà signée par les Parties.

En cas de Cofinancement *ab initio*, les Informations Préalables sont communiquées par XPFIBRE 92 à titre informatif. Seul l'appel de fonds effectué conformément à l'annexe 4 « Conditions financières » engage XPFIBRE 92 vis-à-vis de l'Opérateur Commercial pour le déploiement d'un Câblage FTTH.

Enfin il est rappelé que l'exécution de tous travaux effectués dans le cadre des présentes se fait dans le respect de la Convention Immeuble et notamment du règlement de copropriété et du règlement intérieur de celle-ci ainsi que des normes applicables et des règles de l'art.

## ARTICLE 12 LIVRAISON DES PRESTATIONS

---

Pendant toute la durée du contrat, les modalités de livraison des prestations seront conformes aux spécifications du groupe Interop Fibre ou tout comité ou organisation qui viendrait se substituer à ce dernier.

Il convient de distinguer la livraison d'un Point de Mutualisation Intérieur d'un Point de Mutualisation Extérieur.

### *Article 12-1 Pour un Point de Mutualisation INTERIEUR*

#### *Article 12-1-1 Déploiement du Câblage FTTH*

- T1 = Signature de la Convention Immeuble ;
- T2 = Information des Opérateurs Commerciaux (au maximum 1 mois après T1) ;
- T3 = Planification de la construction de l'Infrastructure (2 mois avant la fin des travaux) ;
- T4 = Informations des Opérateurs sur le détail du Point de Mutualisation ;
- T5 = Fin des travaux et envoi de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation ;
- T6 = Appel de fonds (à compter de T5) ;
- T7 = Ouverture Commerciale (minimum 3 mois après T5).

#### *Article 12-1-2 Processus de livraison*

##### Livraison des Points de Mutualisation

###### Livraison des Points de Mutualisation dans le cadre du financement *ab initio*

Une fois le Câblage FTTH associé à un Point de Mutualisation, XPFIBRE 92 envoie un Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation à l'Opérateur Commercial.

Cet Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation est communiqué dans les 7 jours calendaires suivant la fin de la construction de Câblage FTTH. Il informe l'Opérateur Commercial de la fin des travaux et de la possibilité, pour l'Opérateur Commercial de procéder au raccordement du Point de Mutualisation.

###### Livraison des Points de Mutualisation dans le cadre du financement *a posteriori*

Une fois la Convention de Déploiement signée, XPFIBRE 92 transmettra à l'Opérateur Commercial l'Avis de Mise à Disposition du(des) Point(s) de Mutualisation déjà déployés sous sept (7) jours calendaires et ayant fait l'objet d'une commande spécifique dans ladite convention.

###### Livraison des Raccordements du Point de Mutualisation

La livraison du Raccordement du Point de Mutualisation se fait dès lors que le Point de Mutualisation a pu être raccordé au réseau de l'Opérateur Commercial. Cette opération fait l'objet d'une notification de succès ou d'échec conformément aux stipulations de l'annexe 5 « Flux ».

Une fois l'intervention de l'Opérateur Commercial effectuée, XPFIBRE 92 pourra procéder à la vérification des travaux effectués par celui-ci.

Si XPFIBRE 92 constate que les travaux de raccordement n'ont pas été effectués conformément au Contrat, elle en informe l'Opérateur Commercial qui disposera alors d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour mettre le raccordement en conformité avec les stipulations du Contrat. Dans ce cas, XPFIBRE 92 pourra facturer des pénalités à l'Opérateur Commercial en application de l'annexe 10 « Pénalités ». Si à l'expiration de ce délai de quinze (15) jours calendaires l'Opérateur Commercial ne s'est pas mis en conformité avec ses obligations, ses commandes de Raccordement Client final dans le(les) Immeuble(s) en cause ne seront pas prises en compte par XPFIBRE 92 tant qu'il

ne sera pas en conformité avec ses obligations. Si à l'expiration d'un nouveau délai de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi d'une mise en demeure de mise en conformité par XPFIBRE 92 l'Opérateur Commercial ne s'est pas mis en conformité avec le Contrat, XPFIBRE 92 pourra procéder à la dépose des équipements de l'Opérateur Commercial au Point de Mutualisation sans que cette dépose ne puisse engager la responsabilité de XPFIBRE 92. Dans ce cas, les frais de dépose seront facturés à l'Opérateur Commercial et les sommes payées par celui-ci pour la mise à disposition de l'Infrastructure resteront définitivement acquises à XPFIBRE 92.

#### Livraison de commandes de Raccordement Client Final

Que le raccordement Client Final soit déployé ou à déployer, le cas échéant, l'Opérateur Commercial effectue un brassage au Point de Mutualisation afin d'assurer la continuité optique de la Ligne.

#### Livraison d'un Raccordement Client Final à déployer

Ces opérations sont décrites en Annexe 5.

Les pénalités associées en cas de non-respect de ces engagements sont détaillées dans l'annexe 10 « Pénalités »

#### Livraison d'un Raccordement Client final déjà déployé sur Fibre Optique Dédinée

Lorsque le Raccordement Client Final est déjà déployé au jour de la commande, XPFIBRE 92 en informe l'Opérateur Commercial en lui transmettant un Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.

#### Livraison d'un Raccordement Client Final déjà déployé sur Fibre Optique Partagée

Lorsque le Raccordement Client Final, via une Fibre Optique Partagée, est déjà déployé, l'Opérateur Commercial effectue un brassage au Point de Mutualisation afin d'assurer la continuité optique de la Ligne.

Une fois cette opération effectuée, XPFIBRE 92 envoie l'Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.

### *Article 12-2 Pour un Point de Mutualisation EXTERIEUR*

#### *Article 12-2-1 Déploiement du Câblage FTTH*

- T1 = Information des Opérateurs Commerciaux d'un nouveau PME et sa Zone Arrière ;
- T3 = Planification de la construction de l'Infrastructure ;
- T4 = Informations des Opérateurs Commerciaux sur le détail du Point de Mutualisation ;
- T5 = Fin des travaux et envoi de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation ;
- T6 = Appel de fonds sur ce qui est construit Point de Mutualisation et Câblage FTTH ;
- T7 = Ouverture Commerciale (minimum 3mois après T5).
- Tn = Nouvelle mise à disposition de Câblage FTTH.

#### *Article 12-2-2 Processus de livraison*

#### Livraison des Points de Mutualisation

Une fois le Point de Mutualisation et un Câblage FTTH déployé par XPFIBRE 92, XPFIBRE 92 envoie un Avis de Mise à Disposition d'un Emplacement au Point de Mutualisation à l'Opérateur Commercial.

L'Opérateur Commercial peut alors installer dans l'Emplacement :

- des équipements passifs,
- un câble en fibres optiques en provenance de son réseau FTTH.

L'Opérateur Commercial s'engage à respecter les Emplacements et ressources qui lui sont attribués par XPFIBRE 92 et qui sont notifiés dans l'avis de mise à disposition du PME.

L'Emplacement mis à disposition de l'Opérateur Commercial est conforme aux STAS.

Les caractéristiques des Emplacements alloués à l'Opérateur Commercial pour les PME et leur environnement technique sont précisées aux STAS.

L'Opérateur Commercial s'engage à :

- ne pas stocker de matériel en dehors des Emplacements mis à disposition,
- à enlever ses déchets divers immédiatement après toute opération d'installation, d'extension, de désinstallation ou d'exploitation,
- à ne pas modifier quelque équipement que ce soit qui ne lui appartiendrait pas.

#### Livraison des Points de Mutualisation dans le cadre du financement *ab initio*

L'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation est communiqué dans les 7 jours calendaires suivant la fin de la construction de Câblage FTTH. Il informe l'Opérateur Commercial de la fin des travaux et de la possibilité, pour l'Opérateur Commercial de procéder au raccordement du Point de Mutualisation.

#### Livraison des Points de Mutualisation dans le cadre du financement *a posteriori*

Une fois la Convention de Déploiement signée, XPFIBRE 92 transmettra à l'Opérateur Commercial l'Avis de Mise à Disposition du (des) Point(s) de Mutualisation déjà déployés sous sept (7) jours calendaires et ayant fait l'objet d'une commande spécifique dans ladite convention. L'IRU prend effet à compter de la date du premier Avis de Mise à Disposition par XPFIBRE 92 du PME concerné.

#### *Livraison des Raccordements du Point de Mutualisation*

La livraison du Raccordement du Point de Mutualisation se fait dès lors que le Point de Mutualisation a pu être raccordé au réseau de l'Opérateur Commercial. Cette opération fait l'objet d'une notification de succès ou d'échec conformément aux stipulations de l'annexe 1 « Modalités techniques de déploiement des Infrastructures ».

Une fois l'intervention de l'Opérateur Commercial effectuée, XPFIBRE 92 pourra procéder à la vérification des travaux effectués par celui-ci.

Si XPFIBRE 92 constate que les travaux de raccordement n'ont pas été effectués conformément au Contrat, elle en informe l'Opérateur Commercial qui disposera alors d'un délai de sept (7) jours calendaires pour mettre le raccordement en conformité avec les stipulations du Contrat. Dans ce cas, XPFIBRE 92 pourra facturer des pénalités à l'Opérateur Commercial en application de l'annexe 10 « Pénalités ». Si à l'expiration de ce délai de sept (7) jours calendaires l'Opérateur Commercial ne s'est pas mis en conformité avec ses obligations, ses commandes de Raccordement Client Final dans le(les) Immeuble(s) en cause ne seront pas prises en compte par XPFIBRE 92 tant qu'il ne sera pas en conformité avec ses obligations. Si à l'expiration d'un nouveau délai de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi d'une mise en demeure de mise en conformité par XPFIBRE 92 l'Opérateur Commercial ne s'est pas mis en conformité avec le Contrat, XPFIBRE 92 pourra procéder à la dépose des équipements de l'Opérateur Commercial au Point de Mutualisation sans que cette dépose ne puisse engager la responsabilité de XPFIBRE 92. Dans ce cas, les frais de dépose seront facturés à l'Opérateur Commercial et les sommes payées par celui-ci pour la mise à disposition de l'Infrastructure resteront définitivement acquises à XPFIBRE 92.

#### *Livraison de commandes de Raccordement Client Final*

##### Livraison d'un Raccordement Client Final à déployer

Lorsque le Raccordement Client Final doit être déployé, XPFIBRE 92 envoie l'Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final une fois que (i) la PTO a été installée dans le Local, (ii) a fait l'objet d'un raccordement au PBO et (iii) que la continuité optique de la PTO au Point de Mutualisation est assurée.

Les conditions techniques de déploiement de ce Raccordement Client Final sur un PME sont définies dans l'Annexe 9 « Stas Multifibre ».

L'Opérateur Commercial fera son affaire de la prise de rendez-vous avec son Client Final pour l'installation et le

raccordement de la PTO en application de l'annexe 1 « Modalités techniques de déploiement des Infrastructures.

Il appartient à Covage92 d'obtenir les autorisations d'accès au génie civil ou dans les passages en parties privées le cas échéant.

#### Livraison d'un Raccordement Client Final déjà déployé sur Fibre Optique Dédiée

Lorsque le Raccordement Client Final est déjà déployé au jour de la commande, XPFIBRE 92 en informe l'Opérateur Commercial en lui transmettant un Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.

#### Livraison d'un Raccordement Client Final déjà déployé sur Fibre Optique Partagée

Lorsque le Raccordement Client Final, via une Fibre Optique Partagée, est déjà déployé, XPFIBRE 92 effectue un brassage au Point de Mutualisation afin d'assurer la continuité optique de la Ligne.

Une fois cette opération effectuée, XPFIBRE 92 envoie l'Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.

### *Article 12-2-3 Gestion des habilitations d'accès au PME*

Le personnel de l'Opérateur Commercial a besoin de se munir d'une clé mécanique pour accéder au PME.

#### Usage des clés

Dans l'ensemble des PME, l'accès pour les personnes habilitées est réalisé au moyen de clés mécaniques de type triangulaire à fournir par l'Opérateur Commercial ou par ses sous-traitants.

#### Gestion des habilitations et contrôle

Le personnel de l'Opérateur Commercial (ou de ses Prestataires) doit être préalablement habilité par XPFIBRE 92 à accéder au PME. L'habilitation est nominative et permet un accès au PME de façon permanente et sans accompagnement. L'Opérateur Commercial transmet à XPFIBRE 92, pour tout changement de personne physique, par courrier électronique, la liste des noms des personnes physiques à habiliter [conformément](#) à l'annexe Contacts.

Tout personnel de l'Opérateur Commercial habilité à accéder à un ou plusieurs PME devra pour chaque PM considéré :

- être en possession de sa carte d'identité professionnelle, afin d'être en mesure de justifier de sa qualité à tout moment au cours de son intervention.
- accéder exclusivement aux PME qui leur sont mis à disposition pour les prestations objet du présent Contrat.

Des contrôles ponctuels seront mis en œuvre par XPFIBRE 92 afin de contrôler :

- la présence visible de la carte d'identité professionnelle (comportant la photographie, le nom et le prénom de l'intervenant ainsi que le nom de la société pour lequel ce dernier intervient) et
- la concordance entre les informations contenues sur la carte professionnelle et celles de l'habilitation délivrée par XPFIBRE 92.

## **ARTICLE 13 MAINTENANCE ET INTERVENTION**

---

### *Article 13.1 Maintenance courante*

La maintenance comprend l'ensemble des opérations ayant pour objet d'assurer l'entretien courant de l'Infrastructure de réseau FTTH.

L'Opérateur Commercial confie à XPFIBRE 92 le soin d'exécuter les prestations de maintenance telles que décrites au



présent article. Les prestations de maintenance sont souscrites concomitamment à l'obtention par l'Opérateur Commercial de l'IRU sur les Lignes et pour la durée de celui-ci. En tant qu'accessoire indispensable de l'IRU, cette prestation de maintenance suit le sort de ce dernier et notamment la cession dont il peu faire l'objet, aussi bien de la part de XPFIBRE 92 que de la part de l'Opérateur Commercial.

La maintenance donne lieu à la perception d'un prix indiqué en Annexe 4 « conditions financières ». XPFIBRE 92 assure la continuité optique des fibres affectées à l'Opérateur Commercial du Point de Mutualisation jusqu'au Point de Terminaison Optique installé chez le Client Final.

L'Opérateur Commercial assure au Point de Mutualisation la continuité optique entre les fibres en provenance de son réseau et l'Infrastructure de réseau FTTH.

XPFIBRE 92 s'engage à assurer la maintenance de l'Infrastructure de réseau FTTH et des moyens associés à son fonctionnement.

En cas d'intervention de XPFIBRE 92, suite à une demande de l'Opérateur Commercial, révélant que l'Incident à l'origine de la demande d'intervention ne porte pas sur les éléments faisant l'objet des Prestations de Maintenance, XPFIBRE 92 fournira à l'Opérateur commercial un rapport d'intervention complet avec le détail de l'anomalie constaté et de sa résolution et facturera une intervention à tort à l'Opérateur Commercial conformément à l'annexe 4 « Conditions financières ». Si l'Opérateur Commercial conteste que la signalisation a été transmise à tort, il lui appartient de démontrer que le dysfonctionnement est bien imputable uniquement à XPFIBRE 92.

Il est expressément précisé que si des opérations nécessitent le remplacement ou dévoiement de tout ou partie de l'Infrastructure, celles-ci n'emportent en aucun cas résiliation de l'IRU en cause et les frais de remplacement ou de dévoiement seront répartis entre les Cofinanceurs présents au Point de Mutualisation en fonction de la clé de répartition définie en annexe 4 « Conditions financières ».

Sont exclus de la maintenance courante et relèvent de la maintenance extraordinaire, telle que décrite à l'article 13.2 des présentes, les cas de remplacement de l'Infrastructure de réseau FTTH en cas, notamment de :

- Dégradation ou destruction partielle ou totale causée par un événement extérieur (par exemple, incendie, inondation, etc.) ;
- Nécessité de mise en conformité intégrale des Infrastructures de réseau FTTH avec de nouvelles normes impératives en vigueur ;
- Dévoiement ;
- D'obsolescence des Infrastructures de réseau FTTH.

Sont également exclus de la maintenance courante et relèvent de la maintenance extraordinaire, telle que décrite à l'article 13.2 des présentes toute intervention dont le coût est supérieur à 10.000 (dix mille) euros HT.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, XPFIBRE 92 autorise l'Opérateur Commercial, si ce dernier le souhaite, et sous sa responsabilité, à effectuer des opérations de maintenance uniquement sur le Raccordement Client Final, à l'exclusion de toute autre partie des Câblages FTTH, dans le respect des STAS, au niveau du Point de Mutualisation uniquement afin d'effectuer l'entretien de la jarretière posée lors du Brassage au PM de la Ligne, sans modification de la route optique.

### *Article 13.2 Maintenance extraordinaire*

L'Opérateur Commercial s'acquittera d'une quote-part des opérations de maintenance extraordinaire dans les conditions ci-après.

Relèvent notamment de la maintenance extraordinaire les cas exclus de la maintenance courante tels que stipulés à l'article 13.1 ci-avant.

Les parties conviennent qu'en cas de survenance de plusieurs opérations de maintenance extraordinaire sur une période de six mois, elles se réuniront, à l'initiative de la première d'entre elles, pour définir les conditions de

participation des Opérateurs Cofinanceurs aux frais de ladite maintenance et, notamment, déterminer un seuil au-delà duquel ces derniers contribueront aux frais de ladite maintenance ainsi que les éventuels moyens de prévention susceptibles de contribuer à la préservation des Lignes FTTH.

Pour toute intervention de maintenance extraordinaire, ladite intervention sera effectuée aux frais des Opérateurs Cofinanceurs dont l'Opérateur Commercial, après devis émis par XPFIBRE 92 comprenant le montant net des travaux imputables à l'Opérateur Commercial et acceptation du devis par ce dernier. L'Opérateur Commercial dispose d'un délai de trente jours calendaires à compter de la notification pour faire part à XPFIBRE 92 de son acceptation du devis. En cas de refus de l'Opérateur Commercial, ce dernier perd automatiquement ses droits liés au Cofinancement sur le périmètre exclusif concerné par les opérations.

XPFIBRE 92 précise le montant net des travaux nécessaires pour remplacer les Câblages FTTH en tenant compte :

- des coûts de travaux ;
- des montants perçus par XPFIBRE 92 au titre des assurances ;
- des montants éventuellement dus par XPFIBRE 92 lorsque celui-ci est l'auteur du dommage ;
- des montants éventuellement perçus au titre de l'engagement de responsabilité d'un opérateur commercial, y compris l'Opérateur Commercial, ou de tout tiers responsable des dommages ;
- des travaux réalisés par des tiers et des montants perçus par XPFIBRE 92 auprès de tiers pour la réalisation des travaux.

Dans l'hypothèse où XPFIBRE 92 perçoit une indemnité au titre de ses assurances ou par des tiers concernés postérieurement à la facturation des travaux de maintenance extraordinaire à l'Opérateur Commercial, XPFIBRE 92 s'engage à régulariser le montant initialement facturé à l'Opérateur Commercial par l'émission d'un avoir à due concurrence.

Les frais de maintenance extraordinaires sont répartis entre les cofinanceurs au prorata du nombre de cofinanceurs au Point de Mutualisation (XPFIBRE 92 étant réputé être cofinanceur).

Par dérogation à l'ensemble de ces dispositions, il est expressément précisé que si un Cofinanceur ou XPFIBRE 92 (ou l'un de leurs sous-traitants, partenaires, etc.) est responsable d'un Incident, il supporte seul les coûts de réparation ou remplacement nécessaires de tout ou partie de l'Infrastructure.

### *Article 13.3 Maintenance programmée*

Pour assurer le maintien de la qualité du service ou assurer l'évolutivité des Infrastructures de réseau FTTH du domaine de responsabilité de XPFIBRE 92, ce dernier peut être amené à réaliser sur les équipements dont il assure la maintenance des travaux susceptibles d'affecter temporairement le bon fonctionnement du service.

XPFIBRE 92 s'efforce, dans toute la mesure du possible, de réduire les perturbations qui peuvent en résulter pour l'Opérateur Commercial. Avant chaque intervention, XPFIBRE 92 transmet à l'Opérateur Commercial les dates, heures et durées prévisionnelles d'interruption du service dans le respect des délais de préavis décrits en Annexe « Maintenance ».

Dans le cas où le service dont bénéficie l'Opérateur Commercial est seul susceptible d'être affecté par les travaux, XPFIBRE 92 convient avec lui de la plage horaire d'intervention dans les limites horaires relatives au service après-vente telles que précisées en annexe 2 « Maintenance »

Dans le cas exceptionnel où, à la demande de l'Opérateur Commercial et après étude, les travaux programmés ont lieu à une heure non-ouvrable, les frais supplémentaires engagés par XPFIBRE 92 sont à la charge de l'Opérateur Commercial. Un devis sera établi.

Les interruptions de service dues à des travaux qui ont été programmés par XPFIBRE 92 dans le respect des conditions ci-dessus décrites ne sont pas considérées comme des incidents susceptibles d'engager la responsabilité de XPFIBRE 92.

#### *Article 13-4 Cas de maintenance d'une Fibre Optique Dédiée livrée sur fibre nue*

S'agissant des fibres nues (fibres livrées sans connecteur optique) l'Opérateur d'Immeuble n'est pas en mesure d'accomplir les opérations de maintenance dans les conditions prévues pour les fibres connectorisées.

L'Opérateur Commercial doit donner libre accès à la fibre nue dans son module OC, afin que l'Opérateur d'Immeuble puisse intervenir au titre des opérations de maintenance. L'Opérateur Commercial décharge l'Opérateur d'Immeuble de toute responsabilité en cas de perturbation de clients de l'Opérateur Commercial au moment d'une opération de maintenance. L'Opérateur Commercial doit faire une pré-localisation efficace de l'incident avant de déclencher l'Opérateur d'Immeuble, pour limiter le nombre de fois où il faudra casser les soudures. D'autres dispositions pourront être ajoutées en fonction des retours d'expérience et pour gérer la spécificité de la livraison sur fibre nue. Lesdites dispositions pourront constituer des éléments essentiels de la prestation de maintenance adaptée aux fibres nues. Leur refus par l'Opérateur Commercial mettra terme à l'engagement de maintenance de XPFIBRE 92 au titre des fibres nues en question.

### **ARTICLE 14 DISPOSITIONS FINANCIERES**

---

#### *Article 14-1 Tarifs et révision des tarifs*

Les prix hors taxes des différentes prestations sont définis en annexe 4 « Conditions financières ».

XPFIBRE 92 se réserve la possibilité de modifier ses tarifs, ses frais et leurs structures et de les appliquer à chaque nouvelle Consultation, sous réserve d'en avoir notifié l'Opérateur Commercial par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs (sauf signature d'un avenant contractuel). Toutefois, les stipulations de l'article « Cofinancement a posteriori » de l'annexe n°4 « Conditions Financières » ainsi que les clés de répartition figurant dans cette dernière ne pourront être modifiées que par la signature d'un avenant.

#### *Article 14-2 Modalités de financement de l'Infrastructure*

##### *Article 14-2-1 Le financement du Câblage FTTH*

Les Câblages FTTH sont financés par l'ensemble des Cofinanceurs en application de la clé de répartition définie en annexe « Conditions financières » et selon les modalités ci-après définies, que le Cofinancier participe *ab initio* ou *a posteriori*.

Dans le cas où XPFIBRE 92 a librement décidé de déployer en bifibre et non en monofibre, en l'absence de Cofinancier pour une Fibre Optique Dédiée, XPFIBRE 92 appliquera au(x) Cofinancier(s) les conditions tarifaires du monofibre, tant qu'aucun opérateur n'utilisera cette Fibre Dédiée. Si un opérateur venait à utiliser ladite Fibre Optique Dédiée alors les conditions tarifaires du bifibre s'appliqueront.

##### *Le financement ab initio du Câblage FTTH*

A l'issue des Consultations lancées par XPFIBRE 92, l'Opérateur Commercial s'engage à participer au cofinancement des Câblages FTTH qui seront déployés par elle conformément aux Conventions de Déploiement de Câblages FTTH conclues sur la base de la présente Convention Cadre.

A ce titre, XPFIBRE 92 facturera à l'Opérateur Commercial (i) une quote-part des frais communs de déploiement et (ii) les frais liés à la(aux) demande(s) spécifique(s) de l'Opérateur Commercial conformément à l'annexe « Conditions financières » et suivant la transmission de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation.

##### *Le financement a posteriori du Câblage FTTH*

Lorsque l'Opérateur Commercial fait une demande d'accès à XPFIBRE 92 pour un Point de Mutualisation ou

l'ensemble des Points de Mutualisation d'une commune ayant déjà fait l'objet d'une livraison, celui-ci participe *a posteriori* au financement du(des) Câblage(s) FTTH concernés. Il devra alors s'acquitter de sa quote part de financement, majorée d'un taux de rémunération des capitaux investis prenant en compte le risque des Cofinanceurs initiaux.

Ce financement *a posteriori* entraîne le recalcul de la participation de chaque Cofinanceur présent au(x) Point(s) de Mutualisation concerné(s) au regard des modalités de cofinancement détaillées ci-dessus et dans l'annexe « Conditions financières » ; chacun bénéficiant d'une fraction du montant versé par le nouveau Cofinanceur proportionnelle au montant qu'il a versé à l'origine.

XPFBRE 92 procède ensuite à la facturation de l'Opérateur Commercial (OC) et informe, au plus tard dans le trimestre suivant le paiement, l'ensemble des opérateurs présents au(x) Point(s) de Mutualisation concerné(s) des sommes qui leur sont dues. Chaque opérateur concerné pourra alors émettre une facture sur la base de ces informations. Ces sommes viendront s'imputer sur les sommes dues par lesdits opérateurs pour les déploiements de Câblage FTTH et Raccordements Client Final à venir. A défaut de déploiement à venir, elles s'imputeront sur les sommes dues par chaque opérateur au titre des Prestations de Maintenance.

Une fois l'ensemble des paiements effectués par le nouvel opérateur à XPFBRE 92, celui-ci peut procéder au(x) commande(s) de Raccordement(s) Immeuble et de Raccordement(s) Client Final.

Il est toutefois entendu entre les Parties que XPFBRE 92 n'assume pas le rôle de commissionnaire du croire dans l'administration des sommes dues à l'Opérateur Commercial ayant participé au financement *ab initio* du Câblage FTTH.

#### *Article 14-2-2 Le financement des Raccordements Client Final dans le cas des PMI*

Les Raccordements Client Final seront facturés à l'Opérateur Commercial qui fait une commande de Raccordement Client Final conformément à l'annexe « Conditions financières ».

#### *Article 14-2-3 Le financement des Raccordements Client Final dans le cas des PME*

##### *Nouveau Raccordement Client Final :*

Les Raccordements Client Final seront facturés à l'Opérateur Commercial qui fait une commande de Raccordement Client Final conformément à l'annexe « Conditions financières ».

##### *Reprise d'un Raccordement Client Final déjà installé :*

Le nouvel Opérateur Commercial reprend à sa charge les frais du Raccordement Client Final dans les conditions prévues à l'annexe « Conditions financières ».

En conséquence, XPFBRE 92 procède à la facturation du nouvel Opérateur Commercial et informe, au plus tard dans le trimestre suivant le paiement, l'ancien Opérateur Commercial de la reprise du nombre, du type et de la référence des Raccordements Client Finals ainsi que des sommes qui lui sont dues.

Il est toutefois entendu entre les Parties que XPFBRE 92 n'assume pas le rôle de commissionnaire du croire dans l'administration des sommes dues à l'ancien Opérateur Commercial supportant le coût du Raccordement Client Final.

#### *Article 14-3 Modalités de facturation*

La facturation des prestations fournies par XPFBRE 92 au titre des présentes donnera lieu à l'envoi d'une facture mensuelle à l'Opérateur Commercial reprenant :

- La quote-part de financement *ab initio* des Points de Mutualisation dont l'Avis de Mise à Disposition du Câblage FTTH a été envoyé au jour de l'envoi de la facturation ;
- La quote-part de financement *a posteriori* des Points de Mutualisation sur la commune qui ont fait l'objet d'une demande d'accès par l'Opérateur Commercial et dont l'Avis de Mise à Disposition du Câblage FTTH a été envoyé au jour de la facturation ;
- Les Prestations de Maintenance relatives aux Points de Mutualisation ayant fait l'objet d'un Avis de

Mise à Disposition transmis à l'Opérateur Commercial terme à échoir ;

- Les frais relatifs aux commandes de Raccordements Client Final effectués dans le mois de facturation se compose de :

- Frais de commande au jour de la commande.
- Frais de construction du Raccordement Client Final au jour de l'envoi de l'Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.
- Frais de reprise des Raccordements Client Final sur les PME.

- Les frais de Maintenance des Raccordements Client Final mis à disposition de l'Opérateur Commercial.

- Les frais relatifs aux prestations spécifiques au jour de l'envoi de l'Avis de Mise à Disposition correspondant.

En cas de livraison progressive des Logements de la Zone Arrière d'un Point de Mutualisation, la facturation sera aussi progressive et au rythme de ces livraisons (en fonction des livraisons des MAD Site et CRMAD PM).

Ces prestations sont facturées en application des tarifs définis en annexe « Conditions financières » TVA en sus. Les taux de taxes applicables sont ceux en vigueur à la date de facturation.

#### *Article 14-4 Modalités de paiement*

Les factures sont payables par virement sous trente (30) jours calendaires à compter de la date d'établissement de la facture. Néanmoins lorsque la date d'établissement de la facture est antérieure de plus de 10 Jours Ouvrés à la date du cachet de la poste, cette dernière fait office de date de facture.

#### *Article 14-5 Modalités de contestation des factures*

En cas de désaccord sur le montant facturé, l'Opérateur Commercial dispose d'un délai de un (1) an à compter de la date de facture pour porter à la connaissance de XPFIBRE 92, par lettre recommandée avec accusé de réception, son désaccord justifié qui précisera notamment la portée, la nature et les motifs de la contestation, mentionnera les références précises, dates et numéros de la facture litigieuse et fournira tout document justificatif disponible. Dans une telle hypothèse l'Opérateur Commercial s'oblige à verser à XPFIBRE 92 les montants non contestés. XPFIBRE 92 notifie les suites qu'elle souhaite donner à cette contestation.

XPFIBRE 92 s'engage à répondre à la réclamation. En cas de rejet de la réclamation, elle fournit à l'Opérateur Commercial une réponse motivée. Sans préjudice du délai de paiement initial, les montants en cause deviennent immédiatement exigibles à compter de la réception de la décision de rejet qui vaut mise en demeure de payer.

Dans l'hypothèse où les montants contestés devenus exigibles ne seraient pas réglés à réception du rejet de la réclamation, les stipulations concernant le retard de paiements s'appliquent.

La désignation d'un tiers-payeur en cas de défaillance de l'Opérateur n'exonère pas ce dernier de son obligation de paiement de la facture à l'égard de XPFIBRE 92.

#### *Article 14-6 Compensation conventionnelle*

Les Parties pourront procéder au paiement de toute dette dont elles seraient amenées à être débitrice l'une envers l'autre, par compensation avec toute créance non contestée qu'elle détiendrait à l'encontre de l'autre Partie au titre du Contrat, conformément aux articles 1347 et suivants du code civil.

Le paiement par compensation opéré dans le cadre du présent article produit ses effets et le paiement est considéré comme réalisé à la date d'envoi de la notification de l'avis de compensation validé par les Parties. L'avis de compensation précise les factures sur lesquelles sont imputés les paiements. La mise en œuvre du mécanisme décrit au présent article emporte toutes les conséquences juridiques attachées au paiement.

La cession de créance de l'une ou l'autre des Parties est sans incidence sur l'effet du paiement par compensation dès lors que celui-ci a produit tous ses effets dans les conditions du présent article avant que ladite cession de créance ne soit opposable au débiteur cédé dans le respect du formalisme applicable au type de cession de créances mis en

œuvre.

#### *Article 14-7 Retard de paiement*

Toute somme non payée à son échéance conformément à la Loi donnera lieu au paiement d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne pour ses opérations de refinancement majoré de dix (10) point immédiatement exigible sans qu'un rappel soit nécessaire, sous réserve de tous les autres droits et recours.

Les intérêts de retard sont calculés dès le premier jour de retard sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. En outre, ces intérêts sont capitalisés s'ils sont dus sur une période de douze (12) mois consécutifs, conformément aux dispositions de l'article 1154 du code civil.

Si le retard de paiement persiste dans un délai d'un mois, XPFIBRE 92 pourra, après mise en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de la mise en demeure, actionner la garantie bancaire prévue en article « Garanties financières » ou suspendre le Contrat de plein droit. En outre, XPFIBRE 92 pourra résilier la Convention de Déploiement et/ou la commande concernée après l'envoi d'une dernière mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours. La résiliation interviendra alors de plein droit à l'expiration du délai figurant dans ladite mise en demeure et ce, aux torts exclusifs de l'Opérateur Commercial. Les stipulations relatives à la résiliation pour non-respect des obligations contractuelles seront donc applicables.

XPFIBRE 92 se réserve le droit d'exiger le règlement de toute somme due non contestée contractée vis-à-vis d'elle par l'Opérateur Commercial au titre du Contrat avant la passation de toute nouvelle commande.

L'Opérateur Commercial déclare expressément accepter les conséquences de l'application du présent article et ne pourra en aucun cas se retourner contre XPFIBRE 92 pour quelque dommage que ce soit ou qu'il subirait du fait de cette application.

En outre, en cas de défaut de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sera également appliquée de plein droit à l'Opérateur Commercial dès le premier jour de retard et sans mise en demeure préalable. Le montant de cette indemnité sera égal au montant tel que fixé par l'article D441-5 du Code de commerce à la date du premier jour de retard. Au jour de signature des présentes, cette indemnité est fixée à 40 euros. Dans le cas où les frais de recouvrement exposés par XPFIBRE 92 seraient supérieurs à ce montant, XPFIBRE 92 pourra demander à l'Opérateur Commercial une indemnisation complémentaire, sous réserve de produire les justificatifs nécessaires.

#### *Article 14-8 Impôts, taxes et redevances*

Les Parties acceptent expressément de se conformer aux dispositions fiscales en vigueur.

Les prix des prestations mentionnés en annexe « Conditions financières » sont entendus hors tout impôt, droit et taxe de quelque nature que ce soit, direct ou indirect, présent ou futur, qui pourrait être dû sur le prix des commandes. La TVA sera facturée en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

La TVA éventuellement exigible en France en vertu du Contrat sera supportée par l'Opérateur Commercial en plus des prix convenus au présent Contrat. En tout état de cause, la TVA exigible en France sera exclusivement supportée par l'Opérateur Commercial. Les taux de taxes applicables sont ceux en vigueur en France à la date de facturation des prestations.

Toute modification de la réglementation applicable ou de son interprétation ayant pour effet de faire supporter aux Parties des impôts, droits ou taxes autres ou d'un montant supérieur à ceux existants à la date de signature du présent Contrat (par exemple, une écotaxe ou une taxe s'appliquant aux opérateurs de réseaux) entraînera un ajustement corrélatif des prix définis à l'annexe 4 et dans chaque commande restant due à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation applicable pour que les Parties perçoivent dans tous les cas l'intégralité des montants indiqués dans ladite annexe et dans les commandes.

L'Opérateur Commercial s'engage également à payer les impôts, droits et taxes dus, le cas échéant, à l'étranger.

#### *Article 14-9 Garanties financières*

Après survenance d'un quelconque retard de paiement constaté après une mise en demeure de payer adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée sans effet pendant un délai de huit (8) jours calendaires à compter de sa réception par l'opérateur commercial, XPFIBRE 92 a la faculté de demander la remise par l'Opérateur Commercial d'une garantie d'un établissement bancaire de premier rang par laquelle l'établissement bancaire s'engagera à première demande de XPFIBRE 92 à lui verser une somme égale au Montant de Garantie mentionné dans la Consultation ou le Dossier d'Information (la « Somme Garantie »).

La Somme Garantie peut être revue à la baisse soit au moment de la demande, soit après fourniture de la garantie :

- en cas d'évolution favorable de la situation financière de l'Opérateur Commercial portée à la connaissance de XPFIBRE 92 :
  - soit directement par l'Opérateur Commercial en produisant les éléments justificatifs attestant de cette évolution favorable,
  - soit par un tiers mandaté par l'Opérateur commercial à cet effet.
- selon l'historique de paiement de l'Opérateur Commercial vis-à-vis de XPFIBRE 92 et plus généralement l'historique de paiement des Affiliés de l'Opérateur Commercial vis-à-vis de XPFIBRE 92 et de ses Affiliés dans le cadre de leurs relations contractuelles.

A l'inverse, toute garantie fournie qui serait inférieure à la somme de cinq cent mille euros (500 000 €), peut être revue à la hausse jusqu'à ce dernier montant, en cas de dégradation :

- financière de l'Opérateur Commercial constatée par XPFIBRE 92,
- de l'historique de paiement de l'Opérateur Commercial vis-à-vis de XPFIBRE 92 et plus généralement l'historique de paiement des Affiliés de l'Opérateur Commercial vis-à-vis de XPFIBRE 92 et de ses Affiliés dans le cadre de leurs relations contractuelles.

En cas de mise en œuvre d'une garantie par XPFIBRE 92, l'Opérateur Commercial est tenu de reconstituer cette garantie à hauteur de son montant initial.

XPFIBRE 92 peut mettre en œuvre la garantie en cas de retard de paiement de tout ou partie d'une facture et après mise en demeure de payer adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée sans effet pendant un délai de huit (8) jours calendaires à compter de sa réception par l'Opérateur Commercial.

La mise en œuvre de la garantie n'emporte pas renonciation par XPFIBRE 92 de facturer des intérêts de retard conformément aux dispositions du Contrat.

A défaut de fourniture par l'Opérateur Commercial d'une garantie bancaire dans le délai précité et après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de sa réception par l'Opérateur Commercial, le Contrat sera automatiquement et de plein droit résilié dans les conditions de résiliation pour faute stipulée ci-après.

### **ARTICLE 15 RESILIATION DU CONTRAT**

---

#### *Article 15-1 Résiliation pour faute*

En cas de non-respect par l'une des Parties dans l'exécution d'une des obligations essentielles au titre du présent Contrat, l'autre Partie pourra signifier à la Partie en défaut une mise en demeure exigeant qu'elle remédie à la situation en question dans un délai minimum de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception.

S'il n'y est pas remédié dans le délai imparti ou si aucun remède n'est possible, l'autre Partie pourra mettre fin, à ses risques et périls, au Contrat, en tout ou partie. La date d'effet de la résiliation sera la date indiquée sur la seconde lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, la Partie lésée pourra demander tout dommage et intérêts au titre de cette résiliation.

Sauf en cas de contestation légitime de factures conformément à l'article 14-5 des présentes, toute somme versée par l'Opérateur Commercial au titre du Contrat reste définitivement acquise à XPFIBRE 92.

#### *Article 15-2 Autres cas de résiliation*

Le présent Contrat sera résilié de plein droit dans les cas suivants :

- suspension ou retrait anticipé de la déclaration de l'une des Parties, pour quelque motif que ce soit, au titre de l'article L.33 du code des postes et des communications électroniques ;
- cessation anticipée d'activité de l'une des Parties et ce, sous réserve du respect par l'autre Partie des règles relatives aux procédures collectives.

Dans ce cadre, les factures émises au jour de la prise d'effet de la résiliation restent dues.

La Partie la plus diligente notifiera à l'autre la résiliation de plein droit du Contrat dès constatation de la survenance de l'un des événements ci-dessus.

La résiliation prendra effet dans les trente (30) jours suivants la réception de la notification. XPFIBRE 92 conservera l'intégralité des sommes payées d'avance, sauf en cas de contestation légitime de factures conformément à l'article 14-5 des présentes

#### *Article 15-3 Dénonciation d'un IRU*

L'Opérateur Commercial pourra dénoncer tout IRU pour convenance sous réserve de sa notification et du respect d'un préavis de trois (3) mois.

XPFIBRE 92 pourra dénoncer un IRU si la Convention Immeuble sur laquelle il repose est résiliée par le propriétaire, les copropriétaires ou le syndic dans les conditions définies à l'article « Convention Immeuble ».

#### *Article 15-4 Effet de la résiliation ou de la dénonciation*

La résiliation du Contrat entraîne automatiquement la résiliation de toutes les prestations y afférentes.

La dénonciation d'un IRU entraîne automatiquement la résiliation de toutes les prestations y afférentes.

Après la résiliation ou la dénonciation, l'Opérateur Commercial cessera immédiatement toute occupation des Installations concernées et, à ses propres frais, procèdera à toutes désinstallations consécutives de ses Equipements en vue de restituer l'environnement concerné en son état initial dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de la résiliation.

XPFIBRE 92 se réserve le droit de contrôler les déposes des Equipements de l'Opérateur Commercial à la suite de la résiliation ou de la dénonciation.

A défaut de dépose dans le délai susmentionné, XPFIBRE 92 se réserve la possibilité de démonter ou déposer ou de faire démonter ou faire déposer, aux frais exclusifs de l'Opérateur Commercial, ces Equipements trente (30) jours après que l'Opérateur Commercial en aura reçu la demande par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, nonobstant l'application des pénalités éventuellement applicables à l'encontre de l'Opérateur Commercial et des dommages et intérêts résultant du préjudice subi par XPFIBRE 92 de ce fait.

### **ARTICLE 16 MODIFICATION REGLEMENTAIRE OU LEGISLATIVE**

---

En cas d'évolution du cadre réglementaire, législatif ou jurisprudentiel, national ou communautaire, qui aurait pour



conséquence :

- De perturber l'équilibre des droits et obligations des Parties tel qu'initialement prévu au Contrat,
- De rendre impossible la poursuite de l'exécution du Contrat, totalement ou partiellement,
- Ou plus généralement, serait de nature à remettre en cause la viabilité du Contrat au regard, notamment, de la durée pendant laquelle il doit être exécuté.

Les Parties reconnaissent que le Contrat devra être renégocié, en tout ou partie, en vue d'y inclure les adaptations rendues nécessaires par l'évolution du cadre réglementaire, législatif ou jurisprudentiel.

## **ARTICLE 17 CONFIDENTIALITE**

---

Les Parties s'interdisent de communiquer ou de divulguer toute Information Confidentielle à laquelle elles auraient eu accès à des tiers pour quelques raisons que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Cet engagement s'appliquera également pendant une durée de cinq (5) ans à compter de l'expiration du Contrat.

Dans la mesure où la transmission d'Informations Confidentielles par chacune des Parties, à des Sociétés Affiliées, des conseils ou des experts comptables, des sous-traitants, s'avèrerait indispensable à l'exécution du Contrat, le consentement dont il est fait mention ci-dessus est considéré comme acquis, pour autant que la transmission des Informations Confidentielles en question soit effectivement utile à l'exécution du Contrat et que la Partie qui transmet cette Information Confidentielle se porte fort du respect par le destinataire de la confidentialité de ladite Information Confidentielle. Par ailleurs, le destinataire s'engagera lui-même à les traiter en toute confidentialité.

Le respect par chacune des Parties de cette obligation de confidentialité est considéré comme une obligation essentielle de celui-ci au titre du Contrat sans laquelle XPFIBRE 92 n'aurait pas contracté.

Par dérogation à ce qui précède, l'Opérateur Commercial autorise expressément XPFIBRE 92 à communiquer aux autres opérateurs, lorsqu'ils formulent une demande d'accès aux Infrastructures, les éléments pertinents concernant la mise à disposition des Installations à cet autre opérateur.

## **ARTICLE 18 INTUITU PERSONAE**

---

Il est expressément convenu entre les Parties que le Contrat a été conclu eu égard à la forme, la composition actuelle du capital, la personnalité, la réputation et la situation financière de l'Opérateur Commercial. L'Opérateur Commercial s'engage, sans délai, à informer XPFIBRE 92 de toute cession de contrôle, tel qu'il s'entend au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, ainsi que de toute modification substantielle dans sa situation commerciale, juridique et/ ou financière par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 19 SOUS-TRAITANCE**

---

XPFIBRE 92 pourra sous-traiter la réalisation des prestations effectuées dans le cadre du Contrat et, notamment, la réalisation du Raccordement Client Final. Si l'Opérateur Commercial en fait la demande, XPFIBRE 92 sous-traitera cette opération de Raccordement Client Final à l'Opérateur Commercial dès lors que ce dernier s'engage à respecter les conditions définies au présent article et plus amplement définies dans le cadre d'un contrat de sous-traitance de raccordement spécifique.

L'Opérateur Commercial pourra sous-traiter la réalisation du Raccordement Immeuble.

Toutefois, seuls les Sous-traitants expressément autorisés par XPFIBRE 92 et figurant en annexe 8 pourront exécuter ces prestations.

En cours d'exécution du Contrat, l'Opérateur Commercial pourra notifier par lettre recommandée avec accusé de

réception à XPFIBRE 92 l'ajout ou le retrait d'un Sous-traitant dans la liste. En cas d'ajout, l'Opérateur Commercial est tenu, dans la lettre de notification, et de préciser la zone d'intervention du Sous-traitant. Il est convenu que l'ensemble des Sociétés Affiliées à l'Opérateur Commercial sont d'ores et déjà acceptées, l'Opérateur Commercial restant néanmoins seul responsable de l'exécution de l'intégralité du présent Contrat ainsi que des contrats de réalisation de raccordement vis-à-vis de XPFIBRE 92.

L'entreprise sous-traitante devra s'engager à respecter l'annexe Qualité de Service et l'annexe « STAS Multifibre » et, de manière générale, toute obligation conventionnelle ou réglementaire mise à la charge de l'Opérateur Commercial dans le cadre du contrat de réalisation de raccordement.

Il est expressément rappelé que l'Opérateur Commercial reste entièrement responsable des interventions de ses Sous-traitants dans les Infrastructures.

## **ARTICLE 20 DROIT DE PROPRIETE**

---

Le Contrat et les commandes y afférentes n'opèrent :

- au bénéfice de l'Opérateur Commercial aucun démembrement de la propriété des Infrastructures, ni ne lui confèrent aucun titre de propriété d'aucune sorte sur le Réseau ou sur les équipements de XPFIBRE 92.
- au bénéfice de XPFIBRE 92 aucun démembrement de la propriété des équipements installés par l'Opérateur Commercial aux extrémités des Infrastructures, ni ne lui confèrent aucun titre de propriété d'aucune sorte sur ces équipements.

## **ARTICLE 21 RESPONSABILITE DES PARTIES**

---

### *Article 21-1 Responsabilité de l'Opérateur Commercial*

L'utilisation des Infrastructures par l'Opérateur Commercial ne doit pas compromettre les droits et obligations que XPFIBRE 92 détient en vertu de la Convention Immeuble, des dispositions légales et réglementaires.

L'Opérateur Commercial assume, vis-à-vis de XPFIBRE 92, toutes les responsabilités pouvant découler des dommages matériels directs qu'il pourrait causer à tout équipement de XPFIBRE 92 et / ou tout ou partie des Infrastructures mises à disposition. A ce titre, l'Opérateur Commercial assume seul toutes les responsabilités se rapportant à l'utilisation et à l'exploitation de la partie de l'Infrastructure sur laquelle il dispose d'un IRU.

A ce titre, les réparations qui seraient éventuellement dues par l'Opérateur Commercial au titre du Contrat couvriront l'indemnisation de l'intégralité du préjudice subi par XPFIBRE 92.

L'Opérateur Commercial s'engage à ne pas modifier ou porter atteinte aux Installations et d'une manière générale au Réseau ou aux tiers présents dans les Infrastructures.

A ce titre, il ne doit en aucun cas déplacer, débrancher, détériorer ou couper les Installations ou équipements appartenant à XPFIBRE 92 ou à un tiers, sauf si cette action est expressément demandée par XPFIBRE 92 sur une ligne désignée par XPFIBRE 92.

Par ailleurs, il est expressément rappelé que si XPFIBRE 92 a connaissance, par tous moyens, du non respect par l'Opérateur Commercial des règles d'intervention dans les Installations, notamment mentionnées aux annexes 2 et 3 du Contrat, elle pourra engager de ce seul fait et de plein droit la responsabilité de l'Opérateur Commercial.

Le Contrat ne fournit pas et n'est pas destiné à fournir à des tiers de droit de recours, de réclamation, de responsabilité, de motif d'action ou tout autre droit.

Dans la mesure où la responsabilité de l'Opérateur Commercial, par année contractuelle, serait engagée au titre du présent Contrat, le montant de la réparation du préjudice subi ne saurait excéder un montant total égal à cinq (5) % des sommes payées par l'Opérateur Commercial pour la maintenance au cours des douze (12) mois précédant le dommage.

### *Article 21-2 Responsabilité de XPFIBRE 92*

XPFIBRE 92 doit :

- délivrer les Lignes selon les modalités, notamment de délai et de formes, prévues par le Contrat ;
- délivrer les Lignes en bon état d'usage et de fonctionnement ;
- respecter l'IRU concédé à l'Opérateur ;
- assurer la maintenance des Lignes, conformément à l'article 13 des présentes ;
- prendre toutes les mesures conservatoires et urgentes qui pourraient s'avérer nécessaires à la préservation des droits de l'Opérateur Commercial et au respect du Contrat.

XPFIBRE 92 s'interdit :

- d'interrompre, perturber ou gêner l'utilisation des Lignes ou de porter atteinte à la confidentialité de toute communication acheminée par ces Lignes ;
- de perturber les services de communications électroniques fournis par l'Opérateur Commercial.

XPFIBRE 92 s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la fourniture des Prestations. La responsabilité de XPFIBRE 92 ne pourra être engagée qu'en cas de faute établie à son encontre et dûment prouvée.

XPFIBRE 92 n'est responsable vis-à-vis de l'Opérateur Commercial que des dommages matériels directs que ses équipements ou leurs conditions d'utilisation et de jouissance causeraient aux Equipements de l'Opérateur Commercial, pour autant qu'il soit démontré que ces dommages lui soient imputables. Sont par ailleurs exclus (i) les pertes de chiffre d'affaires, de clientèle, d'exploitation, de profit, d'une chance, d'activité, d'économies, de données, de renommée, de réputation, économique et toute autre perte de revenus, (ii) les préjudices commerciaux et (iii) les dommages causés aux clients de l'Opérateur Commercial.

L'Opérateur Commercial reconnaît que XPFIBRE 92 ne peut être tenue pour responsable des conséquences de la suppression ou du déplacement des Infrastructures demandées par le propriétaire, les copropriétaires ou le syndic, sauf faute prouvée de sa part. A ce titre, et sans faute prouvée de sa part, XPFIBRE 92 n'est pas tenue au versement de quelque pénalité ou indemnité que ce soit.

Dans la mesure où la responsabilité de XPFIBRE 92, par année contractuelle, serait engagée au titre du présent Contrat, le montant de la réparation du préjudice subi ne saurait excéder un montant total égal à cinq (5) % des sommes payées par l'Opérateur Commercial pour la maintenance au cours des douze (12) mois précédant le dommage.

L'Opérateur Commercial et ses assureurs, pour lesquels il se porte fort, renoncent à tout recours contre XPFIBRE 92 et ses assureurs au-delà de ce plafond.

## **ARTICLE 22 ASSURANCES**

---

Chaque Partie, tant pour son compte que pour le compte de ses prestataires de services et/ou toute personne dont elle aurait à répondre, prend en charge et assume les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle est susceptible d'encourir dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du Contrat.

XPFIBRE 92 s'engage à s'assurer, pour des sommes suffisantes et auprès d'une compagnie notoirement solvable contre tous risques raisonnables. Par ailleurs, XPFIBRE 92 prend toute disposition nécessaire pour se conformer à la réglementation en vigueur en matière de protection des conditions de travail.

Pendant toute la durée des prestations, l'Opérateur Commercial s'engage à souscrire, auprès d'un organisme notoirement solvable, une assurance couvrant l'ensemble des risques que pourraient subir les équipements installés par XPFIBRE 92 de telle sorte que XPFIBRE 92 soit subrogée dans les droits de l'Opérateur à l'indemnité versée par la compagnie d'assurances. Si celle-ci était insuffisante pour couvrir la totalité du préjudice subi, XPFIBRE 92 en réclamerait la différence à l'Opérateur Commercial.

L'Opérateur Commercial doit assurer et maintenir assuré pendant toute la durée d'exécution du Contrat l'ensemble de ses Equipements contre l'incendie, les risques locatifs, le vol, les dégâts des eaux, les courts-circuits, les explosions et tous autres risques généralement assurés, les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile qu'il pourrait encourir au titre des préjudices ou dommages corporels pour une somme suffisante sans qu'elle ne puisse être inférieure à 1 000 000 (un million) euros par sinistre, les conséquences pécuniaires des recours des voisins et des

tiers pour une somme suffisante sans qu'elle ne puisse être inférieure à 5 000 000 (cinq millions) euros par sinistre et par an.

A ce titre, l'Opérateur Commercial doit pouvoir faire la preuve de sa capacité à assumer les conséquences financières des dégâts que pourraient subir les équipements de XPFIBRE 92 concernant les risques tels qu'incendie, explosion, ainsi que les risques locatifs et les recours des voisins ou tout autre désordre causé par des préposés et/ou prestataires de services de l'Opérateur Commercial.

## **ARTICLE 23 FORCE MAJEURE**

---

La survenance d'un cas de force majeure pourra suspendre, en tout ou partie, ou limiter l'exécution du Contrat jusqu'au rétablissement des conditions normales de fourniture des prestations.

La force majeure s'entend de tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens du code civil et de son interprétation par la jurisprudence et empêchant l'une des Parties d'exécuter les obligations mises à sa charge au titre du Contrat ou rendant l'exécution de celles-ci déraisonnablement onéreuse.

Chaque Partie notifiera à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception la survenance de tout cas de force majeure dans les meilleurs délais.

De manière générale, les Parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour mettre fin aux perturbations ayant eu pour effet d'interrompre temporairement la fourniture des Prestations. Elles s'efforceront de bonne foi de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution du Contrat.

De convention expresse, sont considérés comme des cas de force majeure ou cas fortuits les conditions météorologiques extrêmes, inondations, foudre ou incendies, actions syndicales ou lock-out, la modification de toute réglementation applicable au Contrat et en rendant l'exécution impossible ou déraisonnablement onéreuse, guerres, opérations militaires ou troubles civils, l'impossibilité pour XPFIBRE 92, après accomplissement des démarches nécessaires, d'obtenir une autorisation requise pour la fourniture des Prestations, et le retrait ou la modification d'une telle autorisation, les perturbations exceptionnelles d'origine électrique affectant le réseau ainsi que les restrictions légales à la fourniture des services de télécommunications et, de façon générale, tout événement ayant nécessité l'application par l'autorité publique de plans locaux ou nationaux de maintien de la continuité des services de télécommunications.

Lorsque les événements à l'origine de la suspension se prolongent pendant plus de trente (30) jours calendaires les prestations ou Infrastructures affectées par l'événement de force majeure peuvent être résiliées de plein droit par l'une ou l'autre des Parties, sans indemnité de part et d'autre à quelque titre que ce soit et sans préjudice de la continuation du Contrat.

## **ARTICLE 24 LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

---

### *Article 24-1 Loi applicable*

Le Contrat est soumis à la loi française.

### *Article 24-2 Attribution de compétence*

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels différends relatifs à l'exécution et à l'interprétation du Contrat. En cas d'absence de solution amiable concernant ledit Contrat, les Parties attribuent expressément compétence exclusive au tribunal compétent du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Cette attribution de compétence s'appliquera également en matière de référé, en cas d'appel en garantie ou en cas de pluralité de défendeurs.

## ARTICLE 25 CESSION DU CONTRAT

---

L'Opérateur Commercial pourra librement céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations aux termes des présentes, en ce compris par voie de fusion, absorption ou apport partiel d'actif, sous réserve d'en informer XPFIBRE 92 moyennant un préavis de trois (3) mois.

XPFIBRE 92 peut transférer ou céder le Contrat, en tout ou partie.

Nonobstant ce qui précède, chacune des Parties, peut céder ou transférer en totalité ou en partie ses droits et obligations issus de la Convention Cadre, à ses Sociétés Affiliées après envoi d'un courrier Recommandé avec Accusé de Réception dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cession et sous réserve que ladite Société Affiliée soit déclarée ou ait été autorisée à établir et exploiter un réseau ouvert au public conformément aux dispositions de l'article L 33-1 du Code des Postes et Communications Électroniques, et d'autre part, lorsque la cession est faite par l'Opérateur Commercial, ce dernier se porte garante solidairement de la Société Affiliée cessionnaire de la Convention Cadre.

Les modalités opérationnelles et financières des transferts de droits et obligations issus de la cession feront, le cas échéant, l'objet d'un avenant.

Dans l'hypothèse où le réseau XPFIBRE 92 ferait l'objet d'une cession, l'acquéreur sera subrogé dans les droits et obligations de XPFIBRE 92 au titre de la présente Convention cadre, XPFIBRE 92 s'engageant à ce que l'acquéreur reprenne les obligations pris par XPFIBRE 92 envers l'Opérateur Commercial en vertu des présentes pour permettre la poursuite de la mutualisation et maintienne les droits acquis par l'Opérateur, ce que l'Opérateur Commercial accepte d'ores et déjà expressément. XPFIBRE 92 s'engage à informer préalablement et par écrit l'Opérateur Commercial de cette substitution.

## ARTICLE 26 DIVERS

---

### *Article 26-1 Modification du Contrat*

Toute modification de la Convention cadre, d'une Convention de Déploiement ou d'une Commande sera faite par écrit et signée par les Parties, respectivement sous la forme d'un avenant à la Convention cadre, d'un avenant à la Convention de déploiement ou d'une nouvelle Commande.

### *Article 26-2 Atteinte à l'image*

Les Parties s'engagent mutuellement :

- à respecter et à faire respecter par ses salariés et ses prestataires de services, l'image et la réputation de l'autre Partie notamment relative à la qualité des services fournis aux clients finals,
- à ne pas porter confusion entre les services de l'une et de l'autre dans l'esprit du client final.

Dans le cas de non respect de son engagement par l'une des Parties, l'autre Partie se réserve le droit d'agir par tous moyens qu'elle jugerait utile.

### *Article 26-3 Election de domicile*

Pour l'exécution du Contrat, les Parties élisent domicile en leur siège social. Tout changement d'adresse en cours de Contrat doit être notifié par la Partie concernée à l'autre Partie dans les meilleurs délais.

#### *Article 26-4 Autonomie des stipulations*

Si une stipulation du Contrat est ou devient nulle ou inapplicable, ladite stipulation sera réputée supprimée et les Parties se rencontreront afin de définir d'un commun accord une stipulation de substitution.

#### *Article 26-5 Titres*

En cas de difficulté d'interprétation de l'un quelconque des titres et/ou intertitres placés en tête d'une stipulation du Contrat avec l'une quelconque des stipulations, les titres et/ou intertitres en cause seront déclarés inexistantes.

#### *Article 26-6 Renonciation*

Aucune Partie ne sera réputée avoir renoncé à un droit acquis au terme du présent Contrat, sauf renonciation écrite et signée.

#### *Article 26-7 Indépendance des Parties*

Aucune stipulation du Contrat ne sera réputée créer une relation d'agence, un partenariat ou une co-entreprise (joint venture) entre les Parties ou leurs Sociétés Affiliées, employés, dirigeants ou administrateurs respectifs.

#### *Article 26-8 Notification*

Toute notification effectuée au titre du présent Contrat sera faite à l'adresse du siège des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### *Article 26-9 Langue*

L'ensemble des échanges écrits et oraux relatifs à l'exécution du contrat et à la réalisation des prestations sont réalisés en langue française.

### **ARTICLE 27 Liste des annexes**

---

Annexe 1 : Modalités techniques de déploiement des Infrastructures

Annexe 2 : Maintenance

Annexe 3 : Qualité de service

Annexe 4 : Conditions financières

Annexe 5 : Flux Interop'Fibre en vigueur

Annexe 6 : Autorisation de prélèvement automatique

Annexe 7 : Modèle de Garantie Bancaire

Annexe 8 : Sous-traitants agréés

Annexe 9 : STAS Multifibre

Annexe 10 : Pénalités

Annexe 11 : Formulaire d'adhésion

Annexe 12 : Convention de Déploiement

Annexe 13 : Guichet Unique

Fait à Sèvres, le

Pour XPFIBRE 92

Pour l'Opérateur Commercial